

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Petite bourgeoisie, Proletariat et Communisme (Amédée Dunois). — La Politique de l'autruche (Paul Vaillant-Couturier). — Ce qu'est l'armée rouge (Albert Treint). — La France haie et seule (Marcel Martmet). — A quand le Congrès ouvrier international ? (G. Zinoviev). — La Semaine Internationale (Robert Pelletier)

La Semaine Politique (C.-E. Labrousse). — Les Partis Communistes et la lutte pour les Revendications immédiates (J. Duret). — Le Parti Communiste Français jugé par Léon Trotsky. — L'offensive patronale contre les salaires (J. Jacquemotte). — La Terreur Blanche en Yougoslavie (L. Lambert).

# PETITE BOURGEOISIE PROLÉTARIAT ET COMMUNISME

**L**E mot du royaliste Jacques Bainville a fait décidément fortune et tout le monde, depuis quinze jours, l'a plus ou moins commenté. « La France, a dit Bainville, est devenue le pays le plus réactionnaire du monde. » Mais est-ce là un fait ou bien n'est-ce qu'un mot ? C'est un fait proclament les uns, ceux qui s'en félicitent ; un mot, répliquent les autres, ceux qui s'en scandalisent.

« Puisque la France est devenue, disent les premiers, le pays le plus réactionnaire du monde, qu'elle fasse donc hardiment une politique réactionnaire ; qu'elle prenne enfin la tête de la réaction universelle !... »

« Il n'est pas vrai, disent les autres, que la France soit le pays le plus réactionnaire du monde... Le gouvernement français, oui, sans doute, mais la France non pas ; à preuves les élections cantonales... La France offre le spectacle déconcertant d'un pays resté fidèle, dans sa masse, à la constitution républicaine et aux espérances démocratiques, tandis que les politiciens qui tiennent le gouvernement sont follement conservateurs. Mais attendez la fin, et vous verrez le suffrage universel balayer sans miséricorde l'écœurante cohue des élus du Bloc national... »

Que les gouvernements qui se sont succédé depuis le 16 novembre aient reflété plus volontiers les tendances politiques et sociales de la grande bourgeoisie que celles de la petite, c'est un fait qu'on ne songe point à contester. Oui, tous nos gouvernements d'après-guerre ont été des gouvernements de droite — c'est-à-dire, pour donner à ce nom de droite la plénitude de son sens, des gouvernements de résistance à la révolution prolétarienne, des gouvernements de réaction.

Mais est-il vrai qu'ils n'aient représenté au pouvoir que les seuls intérêts et les seules idées de la grande bourgeoisie, maîtresse de la terre, de l'industrie et de l'argent ? Est-il vrai qu'à aucun moment, ils n'aient pu se prévaloir de l'acquiescement servile de cette petite bourgeoisie, fermement attachée cependant « aux institutions républicaines que la France s'est librement données », comme disent les sous-préfets en tournée ?

On sait trop que cela n'est pas vrai. Les élus du Bloc national ont été sans conteste, à un moment donné, les représentants authentiques de toutes les classes qui, en France, sont opposées au prolétariat. Le Bloc national a bien été à l'origine le Bloc de toute la bourgeoisie française, grande, moyenne ou petite, urbaine ou rurale, conservatrice ou radicale.

Qu'est-ce qui unissait les unes aux autres ces diverses fractions de la bourgeoisie, de traditions si dissemblables, d'intérêts si contradictoires ? La peur, tout simplement, de la révolution. Par crainte du bolchevisme installé en Russie et prêt à fondre sur l'Allemagne, toutes les fractions de la bourgeoisie ont réalisé le *front bourgeois unique* autour d'un programme de défense sociale qui n'avait de républicain que le nom. Elles ont ainsi vaincu le prolétariat socialiste, le front unique étant nécessairement toujours, pour la classe qui l'applique, un facteur décisif de victoire.

Deux années et demie ont passé sur le 16 novembre. La façade du Bloc national accuse lézardes et fissures. C'est que si le prolétariat est *un*, en dépit de tout ce qui le divise, il s'en faut que la bourgeoisie soit une. A peine a-t-elle pu rétablir, face au danger, un semblant d'unité de classe, où les antagonismes qui la travaillent compromettent ce qui a été fait. La petite bourgeoisie — la plus nombreuse, celle dont la situation est de beaucoup la plus précaire — ne tarde pas à s'aviser qu'elle a fait un marché de dupe. La vie est chère, les impôts sont lourds, et l'Allemagne qui ne paie pas ! Mécontentement, dépit, colère. Le trouble de la conscience des petits-bourgeois s'est exprimé à sa manière dans les élections cantonales. Ne croyez pas cependant, s'ils se détachent du Bloc, que ce soit pour se rapprocher de nous. Si le mot de Waldeck-Rousseau : *Ni réaction, ni révolution* a jamais eu un sens, c'est bien en France, et c'est le mot de l'utopie petite-bourgeoise qui ne sait ce qu'elle veut et qui a peur de tout.

Quand la peur de la révolution l'emporte sur ce champ de bataille qu'est l'âme du petit bourgeois, on a les élections du 16 novembre. Que la peur de la réaction devienne la plus forte, et vous aurez des élections de gauche, comme celles qui viennent d'avoir lieu.

— Pourquoi, me direz-vous, cette petite dissertation ?

« Mais parce qu'il est indispensable de connaître bien exactement le milieu où l'on vit et les classes à qui on a affaire. La société bourgeoise n'est pas un tout indivisible : c'est un amalgame d'éléments composites, les uns extrêmement résistants, à peu près impénétrables — la bourgeoisie capitaliste — les autres de nature plus friables — la petite-bourgeoisie urbaine et paysanne —. Pour que la révolution prolétarienne soit possible, ce qui importe, c'est de dissocier ces éléments et de faire si bien qu'ils ne soient plus tentés de se rejoindre par la suite.

Je compte pour cela sur le Parti communiste,

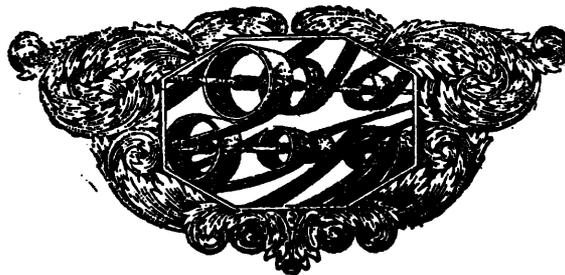
mais je compte bien plus — fidèle à l'enseignement marxiste — sur l'évolution de la société bourgeoise. Quelle que soit sa force apparente, la petite-bourgeoisie française est menacée dans sa vie même. La guerre, en accélérant la concentration capitaliste, a travaillé contre elle ; la paix a multiplié les difficultés de l'existence pour tous ceux qui ne vivent que d'un médiocre revenu : et c'est pourquoi, entre parenthèses, la lutte des petits fonctionnaires pour le maintien des sept cent vingt francs revêt pour nous une importance si grande. Oui, les événements eux-mêmes régleront le destin de la petite-bourgeoisie : ils ne la jetteront pas tout entière, sans doute, dans le prolétariat, mais à force d'aggraver en elle le sentiment de la dépendance sociale, de l'insécurité et de la crainte, ils l'amèneront peu à peu à se demander si la révolution ne lui serait pas plus profitable, ou moins désavantageuse, que la perpétuité d'un ordre social qui la décime lentement.

Mais le Parti communiste, lui, n'a-t-il rien à dire aux petits-bourgeois ? Sans doute, il a déjà pris la parole. Sa thèse agraire s'adresse aux petits propriétaires des campagnes qu'elle tend à rassurer largement sur les suites que comporterait, pour eux, la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Mais les autres, les petits-bourgeois de la ville, artisans, commerçants, rentiers, fonctionnaires à huit cents francs par mois, que leur avons-nous dit ?

Qu'avons-nous à leur dire ?

C'est ce qu'il me reste à examiner. Mais je crains que cet examen ne m'entraîne à dépasser fâcheusement la mesure ordinaire d'un article. Je préfère donc le renvoyer au numéro prochain.

Amédée DUNOIS.



**Secourons nos Frères  
de Russie**

# La Politique de l'Autruche

Voici donc revenu le temps redoutable des élections. Peu de changements... Un échec partiel du Bloc National...

Ce pays de petits bourgeois s'arrache les feuilles, se passionne. On dirait vraiment que cette comédie a une signification nouvelle.

La France est un pays réactionnaire et le demeure.

L'audace de quelques boutiquiers a été jusqu'à voter pour le radical contre le clérical qu'ils avaient élu en 1919. C'est que M. Homais trouve que la victoire ne lui a pas fait vendre assez de pilules et qu'il se souvient devant la feuille d'impôt qu'il est un esprit libre, fils de Voltaire et les Encyclopédistes. Et après ?

Nous avons fait beaucoup de réunions publiques, ces temps derniers, à l'occasion de ces élections. J'y ai, pour ma part, parlé de tout excepté des préoccupations électorales du Parti, qui, je le sais, n'existent pas.

J'ai pénétré, une fois de plus, dans le prolétariat du Nord. Je l'ai trouvé profondément révolutionnaire dans son ensemble mais divisé quant aux hommes qu'il devait suivre et quant aux organisations auxquelles il devait adhérer.

Et de cette division j'ai senti combien il souffrait.

J'ai abouti à cette conclusion assez peu encourageante qu'il n'a pas encore compris la signification de la scission de Tours et qu'il continue à tenir pour des révolutionnaires les hommes qui font le jeu de la bourgeoisie au sein du parti socialiste et des syndicats majoritaires.

De vieilles attaches lient ce prolétariat à ses anciennes organisations. Le souvenir des luttes communes le font plus volontiers se cristalliser autour de certains hommes de la C. G. T. ou du Parti dissident qu'autour des nôtres.

Nous sommes en face d'un prolétariat qui dans sa majorité croit de bonne foi que nous sommes contre l'unité de la classe ouvrière et contre l'autonomie syndicale. Les admirables efforts de la C. G. T. U. ne parviennent pas à détruire la légende qui s'enracine.

Aussi fou que cela paraisse, cette fable, en effet, s'accrédite dans la grande région industrielle et minière et le refus du parti d'adhérer à l'idée du front unique pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière semble donner une apparence de raison aux plus absurdes calomnies.

Pour ce prolétariat nous sommes les diviseurs de la classe ouvrière. Voilà le fait. Comment lui prouver son erreur, comment le faire revenir sur ce jugement absurde ? Comment lui montrer que le « vieux parti », le parti qui continue la tradition du P. O. F. et du vieux Guesde, c'est le nôtre ?

Est-ce par un isolement systématique de secte ? Est-ce par une hautaine abstention des luttes économiques immédiates ? Est-ce par la discussion ou par le silence ? L'opinion profonde de la masse n'entre dans aucune casuistique de Parti. Elle s'arrête aux apparences et juge vite.

Qu'on imagine une vaste action ouvrière commencée dans le Nord autour de la journée de 8 heures ou de la diminution des salaires. Dans un cas pareil l'opinion unanime des travailleurs réclamerait l'application du front unique. Quelle merveilleuse occasion pour nous de pénétrer là où jusqu'à présent la porte nous était fermée, de démontrer avec une clarté éblouissante notre volonté d'union de la classe ouvrière et de dénoncer les tractations inévitables des chefs réformistes !

Le front unique est un verre grossissant nécessaire à l'œil myope de la foule.

Il faut convier les masses au spectacle de l'abandon par tels de ses conducteurs, du drapeau révolutionnaire que nous avons relevé. Qui donc chez nous peut avoir une foi communiste assez vaillante pour repousser l'éventualité d'un tel combat ?

A-t-on peur des arguments des adversaires ou craint-on de leur donner trop d'importance ? Faut-il fermer les yeux à l'influence qu'ils conservent et ne pas leur répondre, c'est-à-dire leur donner raison ? Rien ne serait plus dangereux que cette politique d'autruche qui cache sa tête dans le sable.

Faut-il laisser les dissidents bénéficier d'une tactique que l'Internationale de Moscou pensait utiliser contre eux en les mettant au pied du mur ou faut-il prendre immédiatement l'offensive conformément au vœu profond de la classe ouvrière ?

Le Parti dissident est dès à présent trop engagé avec les radicaux pour revenir sur ses pas et pour faire figure désormais de parti révolutionnaire. Il faut le mettre dans l'obligation d'en apporter lui-même la démonstration devant ces propres masses.

Là où nous sommes les plus forts, qu'avons-nous à perdre ? Des éléments sans consciences ou sans courage peut-être, quelques petits bourgeois attachés en secret à la république démocratique et sociale. Bravo ! Bon débarras !

Là où nous ne sommes pas les plus forts nous ne pouvons que gagner à pénétrer comme un coin dans la charnière mal graissée qui articule les chefs dissidents à la masse socialiste. Quelques bons coups de marteau et tout saute si l'on veut s'en donner la peine. Le parti de Boncour, de Lebas, de Varenne, de Barthe et de Renaudel poursuivra ses destinées radicalo-socialistes, amputé des masses qui auront trouvé leur voie.

Mais l'application du front unique (qui se fera qu'on le veuille ou non), n'aura de bons résultats que dans la mesure où elle sera sérieusement et méthodiquement organisée. Menée par des esprits insuffisamment convaincus de son utilité ou passionnément maladroits, cette tactique peut aboutir aux pires mécomptes et aux unions organiques les plus néfastes.

Le front unique saboté, c'est un triomphe pour les dissidents. C'est pourquoi je voudrais qu'en dehors de tout esprit de tendance cette question, fort grave, soit étudiée de nouveau, soigneusement, non plus seulement textes en main mais faits sous les yeux, par les camarades.

Ce que je ne voudrais pas, surtout, c'est que la seule application du front unique qu'on puisse nous imputer en France soit celle

— d'ordre électoral, hélas ! — qui consiste à faire voler au second tour les communistes pour les socialistes et même parfois les radicaux, en vertu de la bonne vieille discipline républicaine.

Car, voyez-vous, ce serait une triste situation que celle d'un parti révolutionnaire qui après s'être prononcé contre le front unique dans son conseil national se verrait contraint d'abandonner sa position hautaine sous la pression irrésistible des seuls événements électoraux...

Qu'on encourage enfin toutes les nécessités de la lutte en face et qu'on abandonne la politique de l'autruche car — sans être une volaille — l'autruche est un animal qu'on plume aussi...

P. VAILLANT-COUTURIER.

## Ce qu'est l'Armée rouge

Après le 7 novembre 1917, l'histoire de la Révolution russe est l'histoire des luttes contre-révolutionnaires de la périphérie contre les centres révolutionnaires, notamment de Petrograd et de Moscou.

C'est seulement après la liquidation définitive des aventuriers tsaristes à la solde de l'Entente : Koltchak, Ioudénitch, Denikine et Wrangel, qu'eut lieu dans les provinces délivrées la vraie Révolution.

Pendant toute cette période de guerres, le front de bataille où s'affrontaient les blancs et les rouges subit de grandes fluctuations.

La Révolution russe a eu l'immense avantage de disposer d'un vaste continent pour apprendre à manœuvrer les masses armées. Disposant de l'espace et du temps, elle a pu acquérir l'expérience militaire qui lui manquait totalement au début de la guerre révolutionnaire qu'elle dut soutenir contre les généraux tsaristes appuyés par l'étranger et par les complots de l'intérieur.

### Double origine de l'armée rouge

L'armée rouge a une double origine.

D'abord, la nécessité de combattre les bandes contre-révolutionnaires de l'intérieur eut pour conséquence la formation de détachements révolutionnaires s'armant sur place, grâce aux arsenaux, aux parcs et aux dépôts d'armes et de munitions, hérités de la guerre impérialiste, et répandus un peu partout sur l'immensité du territoire russe. Ces détachements étaient formés d'ouvriers et de paysans attachés à la Révolution, mais comprenaient aussi beaucoup d'éléments douteux. Les chefs, en général des ouvriers révolutionnaires, développèrent dans l'organisation et dans le commandement de ces forces armées une grande initiative.

Ensuite, la nécessité de coordonner toutes ces forces, d'organiser la lutte contre l'ennemi selon un plan d'ensemble qui permettait de manœuvrer les réserves et de les porter à temps sur les fronts les plus menacés, obligea le pouvoir central à créer un cadre national d'organisation militaire et à

faire peu à peu rentrer dans ce cadre les détachements locaux qui avaient spontanément pris naissance.

C'est là que commencèrent les difficultés.

Les chefs locaux, habitués à l'indépendance absolue résistaient ouvertement ou sourdement afin de ne pas se subordonner à l'état-major général. Ils répugnaient aussi aux changements nécessaires pour conformer l'organisation de leurs forces aux prescriptions venues du centre.

Cette résistance créa son idéologie. Une théorie de la guerre révolutionnaire surgit. Elle disait : la lutte armée de la Révolution contre ses ennemis est essentiellement une guerre de mouvement exigeant la plus entière initiative de la part des chefs. Pour combattre les coups de mains de la contre-révolution, insaisissables par leur rapidité, il faut de petits détachements mobiles de toutes armes, jouissant d'une indépendance absolue.

Il fallut lutter énergiquement contre cette conception dite de la guerre révolutionnaire. La contre-révolution, peu nombreuse, résolue, disposant de cadres subalternes d'une réelle valeur intellectuelle et technique, jouit d'une supériorité incontestable dans le maniement des détachements mobiles de toutes armes. La théorie dite « de la guerre révolutionnaire » est en réalité la théorie « du coup de main contre-révolutionnaire ».

La Révolution, qui ne dispose pas de cadres suffisants ni suffisamment éduqués dans leur ensemble, ne peut trouver son salut que dans l'organisation des masses armées.

Il fallut vaincre successivement tous les obstacles qui s'opposaient à cette organisation.

Au fur et à mesure que la Révolution allait des détachements locaux spontanés vers l'armée régulière, la base psychologique de la discipline tendait à disparaître. Au début, quand le service obligatoire remplaça le service volontaire, les soldats retenus dans leurs régiments au hasard des nécessités se disaient : « Pourquoi moi et pas lui ? » Beaucoup dans la masse lorsqu'il y avait des transports de troupes, se disaient, par exemple : « Que m'importe à moi qui suis de l'Oural, ce qui se passe en Pologne ».

C'est par la combinaison intelligente, d'une réglementation précise des obligations militaires, du renforcement de la discipline et de l'éducation révolutionnaire que put être menée avec un plein succès la lutte contre la désertion.

Dans les détachements locaux, bien des aventuriers s'étaient glissés et avaient parfois pris une réelle autorité. Par l'élimination progressive de ces éléments douteux, le nettoyage de l'armée rouge est aujourd'hui un fait accompli.

La pénurie des cadres obligea la Russie à recourir, dans le domaine militaire comme dans tous les autres, à des spécialistes plus ou moins hostiles à la Révolution. Les trahisons des officiers monarchistes ou sympathiques aux monarchistes, se multiplièrent au point de mettre en danger l'existence de l'armée. Il fallut prendre des mesures énergiques.

Les communistes furent répartis dans toute l'armée de manière à constituer un noyau dans chaque unité. Après de chaque officier non communiste fut placé un commissaire membre du Parti, muni de pleins pouvoirs pour veiller au loyalisme révolutionnaire des ordres, qui pour être valables devaient être contresignés par lui. Dans bien des cas, les commissaires toujours armés durent abattre sur-le-champ les officiers traitres. Grâce à ces mesures draconiennes, et aussi par la substitution progressive des cadres communistes aux cadres douteux, la trahison cessa.

Dans un pays où il existe un ouvrier pour dix paysans, il arrive parfois que la divergence des intérêts de la classe paysanne et de la classe ouvrière trouve son écho dans l'armée et y crée un sourd malaise. La politique économique et militaire à la fois souple et ferme des bolcheviks, a toujours empêché le mal de se développer. Même au moment de Cronstadt, les échos de la révolte furent assez faibles dans l'ensemble de l'armée.

### Chefs et soldats

Les soviets de soldats et l'élection des chefs ont été supprimés. La nécessité d'encadrer la masse paysanne arriérée par l'élite ouvrière communiste n'en permettait pas le maintien sans danger pour la révolution ouvrière. Mais assez fréquemment, et surtout après les batailles périlleuses, il y a épuration des cadres. Et l'on pose aux soldats la question : « Votre chef est-il digne d'être communiste ? » Il y a là un mode de ratification des chefs qui assure l'élimination des éléments indignes tout en assurant la conservation de l'encadrement révolutionnaire et communiste de l'armée.

### Tâches accessoires de l'armée rouge

En dehors de la guerre de défense révolutionnaire, l'armée rouge se livre à des tâches accessoires et cependant importantes.

L'armée s'est donné comme tâche la liquidation de l'analphabétisme. Le but n'est pas encore complètement atteint. Mais on peut vraisemblablement espérer que dans quelques mois il le sera.

Pendant les périodes de calme, l'armée, sous la direction de spécialistes de l'industrie ou de l'agriculture est employée à l'exécution de travaux économiques d'ensemble qui ont déjà produit des résultats excellents (irrigation, routes, etc...).

Par les noyaux communistes, l'influence ouvrière s'étend sur les milieux paysans. Par de nombreux cours organisés dans toutes les unités se fait la formation intellectuelle et marxiste des meilleurs

éléments paysans. Après les « coups durs », les plus dignes sont admis dans le parti. A la démobilisation, un grand nombre de paysans deviennent ainsi dans leur localité les représentants autorisés du communisme.

### L'armée rouge et la paix

En dehors de l'armée, tout membre du parti reçoit au moment de son admission un fusil ou un revolver. Il doit répondre immédiatement à tout appel de mobilisation. Au jour du danger, grâce à cet encadrement révolutionnaire disponible, la Russie pourrait contre les entreprises de force du capitalisme faire surgir de son sol des masses immenses dressées pour la défense de la Révolution ouvrière et paysanne.

Ainsi se trouve pleinement réalisé en Russie le mot d'ordre lancé en 1919 par l'Internationale Communiste : désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat. Ainsi, la Révolution russe, sur ce point, a tiré toutes les conséquences pratiques du plus pur marxisme. Qui affirme que la Révolution naît de la lutte violente des classes, est pour la violence révolutionnaire contre la violence bourgeoise ; pour l'organisation systématique de la violence révolutionnaire contre l'organisation systématique de la violence bourgeoise ; pour l'armée rouge contre l'armée blanche.

L'armée rouge est non seulement consciente de son rôle de défense de la Révolution russe, mais elle sait aussi qu'elle est l'instrument de la défense révolutionnaire internationale.

En dehors de l'éducation quotidienne qui lui est donnée dans ce sens, elle participe largement à toutes les manifestations de l'Internationale.

A la Conférence de Moscou, sur la place Rouge, face au Kremlin, toute la garnison, haranguée successivement par Trotsky et par les délégués des principaux prolétariats du monde, comprenait mieux que dans les dures batailles, elle lutte contre les capitalismes nationaux en plein accord avec les travailleurs de partout. Elle le fit bien voir par ses hourras enthousiastes et prolongés.

Et nous, quand nous la vîmes présenter les armes alors que sur elle planait le chant majestueux de l'Internationale, nous avons profondément senti que l'armée rouge au service du communisme est la seule force armée capable, en assurant la victoire de la Révolution universelle, de créer les conditions de sa propre disparition, et de mourir pour assurer l'écllosion d'un monde où régnera la paix désarmée.

Albert TREINT.

## LA LUTTE DE CLASSES

Bulletin de l'Internationale Syndicale Rouge

Paraît deux fois par mois

Rédaction :

V. GODONNECHE, A. ROSMER

J. TOMMASI, Guy TOURETTE

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

France..... 5 fr. 6 mois ; 10 fr. un an

Extérieur..... 7 50 — 15 fr. —

Chèque postal :

Marcel Hasfeld, n° 43.08, Paris

96, quai Jemmapes, Paris (10<sup>e</sup> arrond.)

# La France haïe et seule

Si l'on tablait paresseusement sur la clairvoyance naturelle des hommes, si l'on comptait avec une faible foi sur un succès récompensant immédiatement l'effort, si l'on pouvait par suite céder au désespoir, la considération de l'opinion publique dans le monde et en particulier de l'opinion française serait faite pour justifier tous les découragements. La pensée de l'oubli qui, après moins de quatre années, s'est étendu sur les réalités de la guerre, sur les mensonges qui l'ont engendrée, entretenue et suivie, sur l'horreur inexpiable où elle a entraîné des millions d'êtres humains, cette pensée est une des plus atroces qui soient, elle dépasse notre temps et assombrit toute la destinée humaine.

Après moins de quatre ans, par un incroyable et tranquille défilé, un Poincaré, qui avait symbolisé pour l'opinion presque unanime toute l'ignominie, toute la cruauté glacée de la guerre, a pu regagner au pouvoir, et non en repent, mais poursuivant, avec l'espèce de rigidité cadavérique qui caractérise son énergie, sa besogne de fou terrible.

Il n'est au pouvoir reconquis, comme il n'était dans l'abjection, qu'un symbole ; que ce soit Pierre ou Paul qui fasse les affaires d'un capitalisme qui sort provisoirement raffermi par notre inertie de l'abîme où il a failli sombrer, peu importe. Mais quel symbole, que ce changement de l'opinion sur le nom d'un homme maudit !

S'il fallait préparer l'esprit du pays à l'idée d'une guerre, on peut être assuré que l'opinion publique aveuglée, que la classe ouvrière hésitante et désarmée accepterait la guerre, avec un docilité, avec une inconscience au moins égales à celles d'août 1914. Et en Allemagne, une grande partie de la nation, exaspérée par les brutalités et par les exigences imbéciles du vainqueur, semble être dans les mêmes dispositions.

Nous en sommes là. La guerre est possible, chacun accepte que la guerre soit possible. Quand, voilà trois ans, les moins optimistes voyaient la guerre comme possible dix ans plus tard, on criait au paradoxe. C'est après moins de quatre ans que la sanglante leur reparait, et l'opinion ne se rend même pas compte que cette fois la France est seule dans le monde.

Notre camarade Pierre Pascal terminait, dans le dernier numéro de *Clarté*, un remarquable article sur la Conférence de Gênes, par ces lignes que nous devrions tous savoir par cœur, répéter dans tous les numéros de nos journaux, afficher sur tous les murs :

« Si la Conférence échoue, si ainsi se trouve une fois de plus démontrée l'incapacité du monde capitaliste à se guérir lui-même, c'est

à la France officielle que nous le devons. Et si une chose frappe lorsqu'on traverse l'Europe, c'est à quel point cette France est haïe. Haïe en Russie, cela se comprend ; haïe en Allemagne, cela va de soi. Mais parlez en Italie à un pêcheur de Santa-Margherita, à un imprimeur de Gênes ; sans que vous lui demandiez, il ne se passera pas dix minutes avant qu'il vous exprime sa haine pour la France, qui empêche la paix du monde.

« Si le peuple français n'y prend pas garde, s'il ne désavoue pas les hommes et les partis au pouvoir, il sera, lui aussi, emporté dans ce torrent de haine, le jour où il se déchaînera. »

Je veux, en regard de ces lignes, en faire connaître d'autres, d'un homme qui n'est pas mêlé à l'action politique, mais qui n'a cessé durant toute la guerre d'affirmer avec courage ses sentiments internationalistes et qui, vivant en Italie depuis plusieurs années, est à même d'observer et de comprendre. Il s'agit de M. Edouard Schneider. Voici des fragments d'une lettre que m'adresse ce remarquable écrivain, et qu'il a bien voulu m'autoriser à reproduire :

« Dans les jours troubles que nous vivons, il serait opportun de montrer à l'étranger que la France n'est pas groupée tout entière derrière les mauvais bergers qui la couvrent en ce moment de ridicule et de honte, ruinent plus que jamais son ancien prestige dans l'esprit de ceux qui pouvaient hier croire encore en elle et qui, aujourd'hui, ne peuvent plus contenir la violente réprobation qu'excite en eux la criminelle attitude des Poincaré et des Millerand du Bloc National.

« Nos compatriotes, hélas ! sortent fort peu de leurs frontières. Ils ignorent l'état d'esprit des autres nations et, quand on veut le leur exposer, ils haussent les épaules et clament volontiers que l'opinion de l'étranger leur importe peu. Insensés qui s'imaginent pouvoir vivre dans un univers qui les hait et les méprise davantage chaque jour, et ne voient pas dans l'étourdissement de leur habileté et de leurs déclamations nationalistes qu'avec leur natalité de plus en plus restreinte, leurs charges fiscales plus écrasantes chaque année, leurs armements où s'épuisent à la fois leurs ressources pécuniaires, leur activité industrielle et ce qui leur reste de conscience civilisée, ils hâtent la venue de l'heure où des millions d'hommes associés dans une commune croisade contre eux les mettra à la raison de telle façon que la France en pourra mourir !

« Je vis presque constamment à l'étranger depuis quatre ans, je vois ici des Anglais, des Américains, des Russes, des gens des pays

les plus divers et des opinions les plus opposées. Actuellement, le jugement qu'ils portent sur notre pays est unanime. Et quand je lis, chaque jour, les déclarations ou les « simples nouvelles » répandues par notre « grande presse », je ne puis réprimer à mon tour la rage douloureuse qui jaillit aussitôt du fond de mon être.

« Ces nouvelles sont dénaturées d'une manière qui demeurerait comique si on n'en saisissait dans la même seconde le grave péril. Ces déclarations sont marquées des signes habituels du plus grossier et du plus odieux mensonge. Et lorsqu'on entend un Millerand, en tournée chez les nègres, un Poincaré qu'on trouve partout ailleurs qu'à Gênes où il devrait être, affirmer qu'ils ont tout fait pour préparer et assurer le succès de cette conférence, quand on saisit dans leurs gestes et leurs manières le démenti éclatant de leurs paroles comme le plan prémédité de se refuser à tout pour parler d'où pourrait naître quelque bien pour la paix du monde, on se demande alors comment nos Français sont assez aveugles pour ne point les balayer.

« L'attitude de la France est celle de l'aliénation mentale. L'étranger ne voit plus en elle que l'ennemie du genre humain. Elle me fait songer à la dernière période chez certains malades précède la paralysie générale : une suractivité inaccoutumée les pousse à accumuler mille soins hâtifs, une volonté exaspérée les entraîne à prendre des allures dominatrices et provocatrices à l'égard de ceux qui les entourent. Hélas !

« Ne serait-il pas opportun que ceux d'entre les écrivains qui possèdent quelque clairvoyance et quelque sensibilité humaine se comptent une fois encore et disent nettement que nos mauvais bergers ne doivent pas espérer nous entraîner demain dans de nouvelles et sinistres aventures provoquées par une politique que nous haïssons et qui est à l'opposé des traditions révolutionnaires de la France.

« Il serait précieux en même temps que nous affirmions devant l'étranger qu'il y a encore chez nous des gens de cœur et de conscience qui ne veulent point être mêlés à ceux qu'ils condamnent, et qu'il n'y a pas chez nous la France, ainsi que le prétendent mensongèrement notre gouvernement et la presse qu'il paie, mais deux Frances. La nôtre ne saurait rien avoir de commun avec la leur. »

J'ai tenu à faire connaître largement les lucides et nobles paroles d'Edouard Schneider. Ecoutez maintenant en écho ces autres paroles désespérées que m'adresse un des plus grands écrivains de langue allemande que la guerre ait révélés ; elles nous montrent en Allemagne une semblable situation d'égarement, conséquence de notre égarement ;

« Nous voyons aujourd'hui quel grand malheur a été cette soi-disant république socialiste des Ebert et des Noske. Ces gens ont permis à la bande de Ludendorff de se nettoyer

de toute responsabilité. Aujourd'hui, 90 0/0 de la population allemande jure que l'Allemagne aurait gagné la guerre sans la trahison des défaitistes et des révolutionnaires, et que c'est la faute de ces traîtres si l'on ne vit pas dans l'abondance ; à la première fanfare de guerre, le militarisme se relèvera plus fort que jamais, glorifié même et il n'y aura de compromis que le communisme ! Quel malheur qu'on ait laissé cette bande échapper à ses responsabilités... Si nous ne pouvons pas arrêter les choses qui se préparent, il n'y aura cette fois qu'à nous pendre au moment où la danse commencera. Il n'y aura de grâce pour aucun de nous. Et nous mourrons à regret car ce sera pour les idées des autres... Qui nous aurait dit en 1917-1918 que cela finirait ainsi ? Voyez, c'est incroyable à quel point, nous tous qui nous croyions bien clairvoyants, nous étions encore beaucoup trop optimistes ! A nouveau, nous voici les seuls à nous rappeler la guerre comme une horreur. Tous autour de moi parlent d'elle comme de la libératrice et ne reconnaissent comme malfaisantes que les idées avec lesquelles on les a, disent-ils, poignardés dans le dos. »

Oui, nous sommes par tous pays les seuls à nous souvenir. Je ne me fais pas d'illusions sur la puissance de l'action spirituelle et sur l'efficacité d'une tâche comme celle que propose Schneider. Du moins avons-nous, justement parce que nous sommes les seuls, d'autant plus le devoir de parler, et d'autant plus complètement, d'autant plus nettement, que la situation est plus sombre. Nous n'avons pas le droit d'oublier et de laisser oublier. Les hommes couchés dans la misère et dans l'abdication, nous devons les réveiller ; il est temps, grand temps, que les révolutionnaires imposent la paix au monde ; c'est en ranimant le passé dans sa vérité qu'on éclaire le présent et qu'on délivre l'avenir

Marcel MARTINET.

Vient de paraître :

Marcel MARTINET

## LA NUIT

Volume de 120 pages illustré de 6 dessins de G. Pastré

Prix : 5 fr. 50. — Franco : 5 fr. 75

TROTSKY a envoyé aux « Editions Clarté » le radio suivant : « Ai reçu la NUIT. Profonde et belle œuvre dans laquelle est représenté le sort passé du prolétariat français et qui, en forme d'art, sert à la fois comme un avertissement politique. Je prends soin que l'on fasse une traduction digne du drame et qu'on le mette en scène d'une manière irréprochable. »

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris. Chèque : 25.517.

# A quand le Congrès Ouvrier International ?

Le Congrès ouvrier international aura lieu, c'est certain. Mais *quand* ? L'offensive du capital, déclenchée dans tous les pays, s'attaquant aux intérêts vitaux de tous ou de presque tous les travailleurs d'Europe et d'Amérique, exige péremptoirement la concentration de toutes les forces du prolétariat international.

Le Congrès ouvrier mondial sera sans contredit une étape dans la voie de la formation du front unique international. L'idée de ce Congrès a déjà gagné les cœurs des masses ouvrières. Il ne s'agit plus que de savoir si la résistance des dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale qui sabotent le front unique sera brisée ou si elle réussira à différer le Congrès et à faciliter d'autant la tâche d'une offensive capitaliste déclenchée sur toute l'étendue du front des classes.

L'I. C. a résolu d'exiger, lors de la réunion de la prochaine Commission des Neuf constituée par la Conférence de Berlin, réunion qui doit avoir lieu le 23 mai, une réponse à cette question.

Il n'y a pas si longtemps que l'I. C. est entrée en pourparlers avec les Internationales 2 et 2 1/2, mais ce peu de temps nous a déjà valu d'intéressantes leçons. Dès aujourd'hui, tout prolétaire prenant la peine d'y réfléchir doit savoir de quel côté sont ceux qui s'opposent à l'unité du mouvement ouvrier et rompent le front prolétarien. Tout ouvrier tant soit peu conscient ne manquera pas de tirer du fait suivant les enseignements qu'il comporte : à Berlin, quand les dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale se refusèrent démonstrativement à accepter le mot d'ordre de révision du traité de Versailles, les hommes de l'Internationale 2 1/2 n'eurent pour leurs frères de Londres qu'un geste d'amicale condescendance. Tout ouvrier sincèrement attaché à la cause du front unique doit comprendre, quel que soit le parti auquel il appartient, que si la 2<sup>e</sup> Internationale s'est évertuée à remettre de plusieurs semaines la seule réunion de la Commission des Neuf — et cela justement pendant que siégeait la Conférence de Gènes — cela suffit à prouver que les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale sont disposés à obéir, comme par le passé, aux directives de la bourgeoisie.

Il est grand temps de dresser le bilan des résultats de la première phase de la lutte pour l'unité du front prolétarien. Aussi posons-nous, aux dirigeants des Internationales de Londres et de Vienne, cette question directe et bien nette : « Etes-vous enfin décidés à convoquer à bref dé-

lai le Congrès ouvrier international qui doit permettre la concentration des forces prolétariennes contre le capital ? Si vous vous y refusez, nous n'avons plus rien à faire dans la Commission des Neuf ; nous nous en retirons et nous continuons, en dépit de votre attitude, nous continuons, malgré vous, l'action pour le front unique. Nous n'entendons pas qu'on abrite derrière nous des fictions. Nous ne permettrons pas que vous fassiez du travail des Neuf une vaine comédie. »

L'existence de la Commission des Neuf n'est politiquement justifiable qu'à la condition que les Internationales de Londres et de Vienne soient disposées à convoquer sans délai le Congrès ouvrier mondial. Telle est la tâche assignée à la Commission des Neuf, et l'I. C. n'en a jamais conçu d'autre. Nos amis communistes de France se trompent grandement quand ils expriment l'appréhension que la Commission des Neuf n'ait à rechercher un lien organique entre l'I. C. et les Internationales de Londres et de Vienne. Entre communistes et réformistes, il ne peut jamais être question de liaison organique. Mais cela ne doit pas nous empêcher de vouloir le front unique avec les ouvriers qui suivent encore les Internationales 2 et 2 1/2, comme avec les organisations libertaires, syndicalistes, chrétiennes même, ou avec les travailleurs apolitiques — pourvu qu'ils soient prêts à combattre le Capital.

L'I. C. a ouvert la campagne pour cette concentration des forces ouvrières et ne la cessera que lorsqu'elle aura été couronnée de succès. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doive laisser inconditionnellement ses représentants à la Commission des Neuf et tolérer que leur présence n'y serve qu'à couvrir le sabotage exercé par la 2<sup>e</sup> Internationale.

Le sort des Neuf est entre vos mains ! disons-nous sans ambages aux Exécutifs de Londres et de Vienne. L'I. C. n'admettra pas que le Congrès ouvrier mondial soit encore différé. Etes-vous, oui ou non, disposés à prêter votre appui à la convocation de ce Congrès pour la constitution du front prolétarien unique ? Nous n'admettons de réponse que par oui ou non. Si c'est non, la Commission des Neuf a vécu — et vous aurez à supporter toutes les responsabilités de sa fin.

Tel est le langage de l'I. C.

De son côté, le Parti Communiste de Russie ajoute ce qui suit :

Un des paragraphes de la plate-forme commune arrêtée à Berlin par les trois Internationales concerne la défense de la Russie des Soviets. Nous ne

savons que trop bien que les dirigeants des Internationales 2 et 2 1/2 n'ont accepté ce mot d'ordre que très à contre-cœur et parce que les masses ouvrières qui sont derrière eux sympathisent honnêtement avec la Russie des Soviets. Nous déclarons aux citoyens Vandervelde, Scheidemann et Macdonald que nous n'avons nullement le dessein de les prendre au mot. Nous sommes tout disposés à laisser biffer de la plate-forme commune le passage relatif à la défense et à l'appui de la Russie des Soviets, de sorte qu'il n'y resterait plus que les revendications de lutte pour la journée de 8 heures, contre le chômage, contre l'offensive patronale, etc. La Russie des Soviets tiendra sans le « concours » de MM. Vandervelde, Wels et Scheidemann, voire même des citoyens Adler et Bauer. Ne la sauvez pas, ne nous sauvez pas ! La Russie des Soviets se passera de votre aide ! Bornez-vous à défendre les prolétaires que vous avez la prétention de « représenter » vous-mêmes ! Ou, tout au moins, ne les empêchez pas de se défendre eux-mêmes contre le capital !

La tactique du front unique n'est pas dictée par les intérêts d'un seul pays, serait-ce la première République prolétarienne ! Elle s'inspire des intérêts généraux des grandes masses prolétariennes de tous les pays, et c'est pourquoi nous sommes prêts à nous contenter d'une plate-forme où il ne sera question que de la défense des 8 heures et d'autres postulats de cet ordre. Nous ne déchirons pas la convention de Berlin si les leaders des Internationales de Londres et de Vienne reprennent leur promesse d'appui à la Russie des Soviets. Cette promesse, nous ne l'avons jamais prise au sérieux. Mais nous déchirerons le lien qui nous rattache à la Commission des Neuf et nous en appellerons directement aux travailleurs affiliés aux deux Internationales socialistes si, après tant de subterfuges et de manœuvres dilatoires, celles-ci prétendent remettre aux calendes grecques la convocation du Congrès ouvrier mondial.

Si la Commission des Neuf était, demain, brusquement dissoute, en pourrait-on conclure que la tactique du front unique était erronée ? Le penser serait faire preuve, en politique, d'une bien grande ingénuité. Dans l'action du front unique, la Conférence de Berlin n'est qu'un épisode, et la Commission des Neuf, née de cet épisode, peut être incapable, d'ailleurs, de tout travail sérieux, n'est qu'un détail transitoire de l'action. Sa disparition, au lieu d'affaiblir notre campagne, la renforcerait. Notre énergie, ensuite, serait triplée lorsqu'il s'agirait de démasquer les dirigeants des Internationales 2 et 2 1/2, et décuplée quand nous appellerions les travailleurs de ces Internationales socialistes à former, malgré leurs chefs, le front unique avec nous. L'évolution ultérieure de la lutte des classes, qui s'accroît tous les jours, nous justifiera devant les masses ouvrières qu'elle

porte, malgré toutes les manœuvres des chefs social-démocrates, irrémédiablement vers le front unique.

Sur les opinions personnelles des dirigeants des Internationales 2 et 2 1/2, nous ne nous sommes jamais fait d'illusions.

Il n'y a que les politiciens les plus naïfs et les plus malhonnêtes qui aient pu affirmer que le front unique équivalait à une sorte de fraternisation entre l'I. C. et les dirigeants des Internationales 2 et 2 1/2. Et les camarades français qui sont allés si loin qu'ils ont cru voir dans le front unique quelque chose de voisin du ministérialisme (au vieux sens millerandiste du mot), rougiront, croyons-nous, à présent de leur légèreté — soit dit en toute discrétion ! Jamais nous n'avons douté que les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale continueraient de fusiller les travailleurs réclamant à la bourgeoisie du pain et du travail. Les brutalités dont les ouvriers des services municipaux de Berlin ont récemment été victimes nous montrent une fois de plus ce que nous devons attendre des social-démocrates. Et l'assassinat de Victor Kingissep par le gouvernement de l'Esthonie démocratique, que des liens si étroits relient aux mencheviks et à la 2<sup>e</sup> Internationale, jette de nouveau une lumière crue sur la véritable politique des dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Nous tenons cependant à l'affirmer malgré tout : pour faciliter la concentration des travailleurs communistes et de leurs frères ouvriers qui suivent encore les social-démocrates, pour les rapprocher et les unir dans la défense de leur pain quotidien contre un patronat arrogant résolu à mater la classe ouvrière, nous sommes prêts à traiter, même avec des chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale.

L'I. C. exige des Internationales 2 et 2 1/2 une réponse à cette question : Entendent-elles s'opposer encore à la convocation du Congrès ouvrier international ?

« A cette question maudite nous attendons une réponse nette et précise. »

Si vous entendez continuer le sabotage du front unique, vous aurez à en supporter les responsabilités.

Mais le front unique du prolétariat se réalisera pourtant, et sans conditions. Et le Congrès ouvrier mondial aura lieu quoi qu'on fasse !

G. ZINOVIEV.

VIENT DE PARAÎTRE :

## NOUVELLE ÉTAPE

par Léon TROTSKY

Un volume in-16 Jésus..... 4 francs

En vente à la Librairie de l'« Humanité ».

# La Semaine Internationale

## Un moment d'attente

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par la fin officielle de la Conférence de Gênes. Les derniers discours ont été de vaines manifestations oratoires à l'exception de ceux de Tchitchérine et de M. Rathenau.

Le premier s'est plu à marquer les responsabilités incombant aux puissances capitalistes dans l'échec de la Conférence de Gênes. Il a marqué les limites que la République des Soviets ne laissera franchir par personne, pas plus à La Haye qu'à Gênes. Le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, un des rares bourgeois européens qui commencent à voir clair a montré inutilement d'ailleurs les principes qui seuls permettraient une tentative de restauration capitaliste. Mais il est dans la fatalité même du capitalisme que ses chefs, ne sachent pas reconnaître la meilleure solution, qui ne serait d'ailleurs qu'une solution provisoire.

Puis chacun s'en est allé la pensée déjà ailleurs. Le problème des relations franco-allemandes que la Conférence de Gênes n'avait pas le droit d'aborder, se compliquait par toutes les manifestations de M. Poincaré. La plupart des délégués à Gênes ont repris le train en se disant que le 31 mai 1922 pourrait tenir une place dans les éphémérides.

Or, il semble bien qu'il n'en soit rien. Pour que M. Poincaré puisse, au jour fatidique, ou quelques jours plus tard, sortir enfin du fourreau le sabre qu'il fait si souvent tinter, il faut que la Commission des Réparations ait préalablement déclaré que l'Allemagne manquait volontairement à ses obligations.

Or, la Commission des Réparations ne paraît nullement désireuse de prononcer l'arrêt fatal.

Il ne faut pas se dissimuler que le gouvernement français ne dispose que d'une voix dans cette célèbre commission et, comme la Roumanie n'y figure pas, la politique de M. Poincaré ne peut y être appuyée que par la Belgique. Et sans doute l'attitude de la France à Gênes « méritait » bien d'être payée de retour mais ce n'est pas assez pour faire la majorité. Si bien que la Commission des Réparations vient de prêter pendant plusieurs jours une oreille attentive aux propositions de M. Hermès, le ministre des Finances allemand.

Si, une première fois, les propositions du Reich ont été jugées insuffisantes, il semble à l'heure où nous écrivons que l'on s'achemine vers un accord. Cela ne veut pas dire que la paix soit faite.

Il faudrait un livre entier pour étudier les influences multiples et contraires, qui s'exercent sur la Commission des Réparations. Actuellement on a pourtant toute raison de croire que la discussion actuelle se terminera par un accord imprécis, mais qui suffira pour empêcher la France de s'appuyer sur un texte interallié, sur un procès-verbal de carence allemande. Il est vrai qu'il reste en réserve la prétendue opposition du traité de Rapallo avec le traité de Versailles, mais c'est un prétexte un peu maigre pour l'envahissement de la Ruhr.

Nous avons donc quelques chances d'échapper à la guerre. Cela va navrer en France quelques personnes et particulièrement le Comité des Forges. Si quelques hurluberlus, voient dans l'envahissement de la Ruhr une « belle manifestation militaire », messieurs les patrons métallurgistes y voyaient tout autre chose. La belle affaire pour eux était la mainmise sur le seul concurrent qui leur resta en Europe, sur les usines de Westphalie. Il ne s'agit ni de faire payer l'Allemagne, ni de dédommager la France, il s'agit de permettre au Comité des Forges de provoquer une hausse du fer qui servirait ses intérêts.

Plus l'occupation française en provoquant des troubles éteindrait de hauts fourneaux, plus les maîtres de la métallurgie française seraient satisfaits.

Si M. Hermès et la Commission des Réparations se mettent provisoirement d'accord, c'est une aventure qu'il faudra remettre à plus tard.

Il y a une autre raison d'espérer un peu de « sagesse » momentanée chez le gouvernement français.

Les suzerains financiers de la terre entière, les banquiers américains ont une importante délégation en Europe, en France. Cette délégation a fait savoir par la voie de la presse qu'elle appréciait le champagne et le bordeaux, mais elle n'a pas encore prononcé le mot qui fait trembler d'espérance les ministres des Finances européens, elle n'a pas encore dit si elle était d'avis d'aider les gouvernements européens.

Ces jours-ci messieurs les banquiers américains tiendront une Conférence à Paris, ils diront s'ils veulent aider l'Allemagne, s'ils veulent aider la France. Le capitalisme européen, tout chancelant attend avec anxiété une prolongation de bail, grâce au secours de son frère d'Amérique.

Et c'est la principale raison qui peut faire hésiter M. Poincaré dans l'accomplissement de ses menaces.

Cela ne veut pas dire que l'insoluble problème des Réparations sera résolu. Un emprunt allemand, appuyé par les banquiers américains peut pour quelques mois soulager l'Allemagne et l'Europe. Ses charges n'en retombent pas moins plus lourdement sur le peuple allemand. Les difficultés seront reculées non supprimées. Pour résoudre le problème des réparations il aurait fallu abandonner les errements capitalistes et faire reposer la remise en état des régions dévastées sur le seul travail. Mais l'exemple eût été si mauvais, si destructeur de l'économie politique bourgeoise que les années ont passé et passeront sans que le problème soit résolu.

Par ailleurs, toutes les questions de l'heure présente sont suspendues à la décision des financiers américains. La sagesse relative ou

la complète folie des gouvernements capitalistes et plus particulièrement du gouvernement français dépendent de cette assemblée financière.

On ne saurait s'aventurer à émettre des prévisions sur ce que diront et feront ces importants personnages. Depuis la métallurgie jusqu'au pétrole, tant d'influences vont s'exercer et se combattre qu'on ne saurait rien conjecturer.

Le capitalisme a la vie dure, après des périodes de crise et de furie, il en a d'autres de calme relatif. Nous allons sans doute traverser une de ces dernières jusqu'à la Conférence de La Haye.

Robert PELLETIER.

## UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez  
24 francs, vous sauvez la vie  
d'un affamé russe. — NANSEN.

**Cotisez-vous ! Souscrivez !**

# La Semaine Politique

## Les milliards du déficit

On n'a pas oublié la fantaisie extravagante qui présida à l'élaboration du dernier budget. Incapable de diminuer ses dépenses enflées des dotations formidables de la Dette de la guerre, et d'augmenter par ailleurs ses recettes effectives, le ministre des Finances s'en tira en augmentant ses évaluations de recettes.

Une fois de plus les faits ont pris leur revanche.

Le produit des impôts indirects et des monopoles était évalué pour le premier trimestre de l'exercice en cours à près de 3 milliards 995 millions. Le produit réel a été de 3 milliards 491 millions. Le premier trimestre de l'année se solde donc par une moins-value qui ressort exactement à 503.421.210 francs. Ce qui ferait, pour la totalité de l'exercice, au cas, vraisemblable, où ces moins-values ne s'atténueraient pas, un élément de déficit supérieur à 2 milliards.

On sait que le déficit réel sera beaucoup plus considérable. De fortes dépenses devront être nécessairement engagées, pour lesquelles aucune affectation de recettes n'a été prévue. Personne n'a oublié avec quelle force les nôtres dénonçaient en décembre l'imposture de l'équilibre.

On continue d'estimer au ministère des Finances ce déficit à 5 milliards environ...

Voici comment se répartit la moins-value des impôts indirects et monopoles :

	Francs
Taxe sur le chiffre d'affaires.....	235.259.000
Douanes .....	330.767.000
Impôt sur les opérations de bourse....	4.254.500
Enregistrement .....	28.022.000
Taxe sur les spiritueux.....	13.666.000
Droit sur les vins.....	4.222.000
Allumettes .....	3.227.000
Tabacs .....	4.982.000
Postes .....	23.509.400
Taxe sur les spectacles. ....	447.000

La moins-value est donc imputable dans une

très forte proportion à la taxe sur le chiffre d'affaires et aux douanes. Conséquence directe de la politique fiscale et économique de la bourgeoisie réactionnaire. Sa politique de vie chère a découragé la consommation, au moment où on lui demandait un fort appoint fiscal. Son protectionnisme renforcé a amené un fléchissement sensible de ses importations — et, par représailles, de ses exportations. Si bien que la taxe sur le chiffre d'affaires et les revenus des douanes accusent une moins-value globale de 566 millions pour les trois premiers mois de l'exercice 1922.

Hypnotisée par le problème financier et par ses conséquences éventuelles, la bourgeoisie voit dans l'esprit des masses paysannes un suprême refuge. Les récents événements électoraux lui ont d'ailleurs montré qu'il n'y avait pas à fonder là-dessus des espoirs démesurés. On n'a cependant rien évité pour se concilier la faveur des campagnes, surtout celle du gros propriétaire vers lequel une sympathie de classe porte tout naturellement la bourgeoisie. Les rôles de l'impôt sur le revenu, et particulièrement des impôts cédulaires, sont très édifiants à cet égard. Les rôles émis en 1921, tant pour l'exercice 1921 que pour les précédents, se montaient (non compris le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle) à près de 2 milliards 800 millions, ainsi répartis :

	Francs
Impôt général .....	1.452.435.600
Bénéfices industriels et commerciaux .....	980.906.300
Bénéfices agricoles .....	28.302.400
Salaires, traitements .....	287.723.600
Professions libérales .....	42.889.600

L'impôt sur les bénéfices agricoles représente donc le dixième de l'impôt sur les salaires...

Travailleurs des villes et des campagnes ne se laisseront pas prendre à ce piège. Ils constateront simplement que l'Etat bourgeois est contraint de compter désormais, pour vivre, moins sur ses propres forces que sur leurs divisions ; il ne les avait jamais à ce point sollicitées

## Rien ne va plus

Les « communiqués » économiques ne sont guère plus brillants que les communiqués fiscaux. Ils attestent que malgré l'énorme ventouse des régions dévastées, le travail national souffre toujours du même mal de langueur.

Le bouleversement récent des modes d'évaluation des marchandises importées ne me

permet pas de tirer des conséquences sûres de ces chiffres. Nous éviterons cet inconvénient en retenant seulement le tableau des quantités de marchandises importées ou exportées (en tonnes) pendant les quatre premiers mois de 1921 et de 1922 :

	4 pr. mois 1922	4 pr. mois 1921	Différence pour 1922
<i>Importations :</i>			
Objets d'alimentation ..	1.417.128	1.065.976	+ 351.152
Matières nécessaires à l'industrie .....	13.732.155	11.146.676	+ 2.585.479
Objets fabr....	592.651	562.879	+ 29.772
<b>Totaux....</b>	<b>15.741.934</b>	<b>12.775.531</b>	<b>+ 2.966.403</b>
<i>Exportations :</i>			
Objets d'alimentation ..	271.399	479.583	— 208.504
Matières nécessaires à l'industrie .....	5.477.663	4.018.217	+ 1.459.446
Objets fabr....	681.826	734.232	— 52.606
Colis post.....	8.816	8.337	+ 479
<b>Totaux....</b>	<b>6.439.504</b>	<b>5.240.369</b>	<b>+ 1.199.135</b>

Ainsi, les importations de matières premières nécessaires à l'industrie sont en augmentation assez sensible : ce qui indiquerait une tendance à la reprise de l'activité industrielle ; mais les importations de produits manufacturés sont, elles aussi, en augmentation : ce qui n'indique pas que l'industrie nationale s'applique avec succès à cette reprise. L'exportation des produits manufacturés a, d'autre part, fléchi : indice d'une sous-activité industrielle.

Oui, c'est bien le mal de langueur qui continue.

C.-E. LABROUSSE.

Toutes les militantes doivent lire :

### La Servitude des Femmes

par Marthe BIGOT

Franco..... 0 70

### L'Ouvrière et la Paysanne

dans la République Soviétique

par Alexandra KOLLONTAI

Franco..... 0 70

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
142, rue Montmartre, Paris

# Les Partis Communistes et la lutte pour les Revendications quotidiennes

Les discussions qui ont eu lieu dans le Parti à propos de la tactique du front unique ont mis en lumière les diverses opinions qui existent dans le Parti sur la question des buts concrets, c'est-à-dire sur la question de la lutte pour les revendications quotidiennes de la classe ouvrière.

Deux opinions diamétralement opposées se sont fait jour. L'une d'elle défendue par le camarade Treint et ses amis partisans du front unique peut se résumer ainsi :

« Etant donné l'état d'extrême faiblesse du système capitaliste à l'heure actuelle, toute réforme saperait les bases mêmes du régime ; ainsi l'anti-thèse qui existait auparavant entre réforme et révolution n'existerait plus. A l'heure actuelle la lutte pour les réformes équivaut à la lutte pour la prise du pouvoir, à la Révolution sociale ».

Tout autre est l'attitude de certains camarades se trouvant pour la plupart parmi les adversaires du front unique.

Leur thèse pourrait être résumée de la façon suivante :

« A l'heure actuelle nous traversons une période historique où les remèdes partiels ne peuvent en rien soulager la classe ouvrière ; d'autre part, il est évident que la bourgeoisie ne donnera aucune réforme de bon gré, il faudra les lui imposer par la force donc si nous avons assez de force pour imposer une réforme à la bourgeoisie, nous ferons mieux d'employer cette force à la prise du pouvoir et à la réalisation de la dictature du prolétariat ».

Nous n'acceptons, pour notre part, aucun de ces deux points de vue que nous estimons également dangereux, et pour bien définir le nôtre, il nous faut procéder à une analyse marxiste du sens du mot d'ordre : « *Lutte pour les revendications immédiates* ».

Marx et Engels n'ont jamais considéré le socialisme comme un ordre idéal, sorti de leur cerveau comme Minerve est sortie du cerveau de Jupiter.

Pour eux le socialisme, c'était la conséquence inévitable du développement historique du système capitaliste de production. Pour Marx et Engels, le socialisme ne pouvait pas être réalisé dans n'importe quelles conditions de temps et de lieu, mais *au moment où la concentration et l'annulation des capitaux arriveraient à leur maximum, c'est-à-dire au moment où les antagonismes de classes créés par le régime capitaliste arriveraient à leur apogée.*

Ainsi dans la période d'avant guerre les partis socialistes ne devaient se faire le champion que des revendications allant dans le sens du développement historique et par cela même ne devaient mener que des actions dont le développement dialectique pouvait accélérer la maturité du système capitaliste.

Le rôle des Marxistes révolutionnaires devait consister alors à créer des liens d'union entre les actions séparées, à les diriger toutes dans le sens de l'intérêt total du mouvement, à subordonner au but final du socialisme l'action journalière de la classe ouvrière : C'était l'époque de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Mais à mesure que le capitalisme entre dans sa phase impérialiste, les conditions de la lutte des classes se transforment. Le capital financier centralisé dans les grandes banques qui, au moyen des trusts et des sociétés anonymes, exercent le contrôle sur toute la production, s'empara de la machine de l'Etat et met le Parlement à ses ordres ; la politique de l'Etat impérialiste n'est plus dès lors que la politique du capital financier. Celui-ci en donnant à quelques grandes banques le contrôle de toute la production, réalise pour la première fois les conditions objectives de la révolution sociale.

Mais parallèlement et en même temps, de graves changements se produisent dans le mouvement ouvrier. L'impérialisme, grâce à sa politique de rapine dans les colonies, peut corrompre une fraction de la classe ouvrière (les ouvriers les mieux payés, l'aristocratie ouvrière) et l'entraîner dans son sillon. Donc, en même temps que se sont réalisées les conditions objectives requises pour l'émancipation totale des travailleurs, une partie de ces travailleurs cesse de lutter pour cette émancipation : c'est l'époque de la décomposition de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Dans cette période, la lutte pour les revendications immédiates dans la plupart des grands pays — et ceci malgré l'opposition de l'extrême gauche marxiste — a dégénéré en « lutte » pour des revendications pouvant être facilement acceptées par l'Etat impérialiste ; les méthodes de lutte ont pris un caractère de pacifisme et de collaboration de classes.

La lutte pour les « revendications immédiates » au lieu d'aiguiser les antagonismes de classe, au lieu de dresser le prolétariat contre l'Etat impérialiste a contribué dans cette période à la formation des illusions dangereuses au sein de la classe ouvrière, comme celle de l'identification des intérêts de l'Etat et des intérêts de la classe ouvrière.

Les conséquences logiques de cette pratique furent, au cours de la guerre, *la collaboration des classes et le socialisme « jusqu'aboutiste ».*

Pendant la guerre et surtout au moment de sa liquidation, le mot d'ordre de la lutte pour les réformes avait pris un sens historique bien déterminé : il était devenu une arme entre les mains de la contre-révolution. En ce temps-là, lancer le mot d'ordre de la lutte pour les revendications immédiates ne pouvait avoir d'autre résultat que de consolider l'édifice capitaliste ébranlé par les assauts répétés du flot révolutionnaire ; c'était gaspiller les forces du prolétariat qui devaient — en totalité — être employées à la lutte pour la prise du pouvoir.

Le sens profond de la lutte pour les « objectifs immédiats » est tout autre aujourd'hui. Historiquement parlant, *le système économique actuel est déjà mûr pour la transformation sociale ; de plus, il est en train de rétrograder, de détruire l'héritage qu'il pourrait laisser au socialisme.*

Le monde capitaliste actuel va vers une désagrégation économique complète. Il ne peut plus subsister qu'en anéantissant toutes les grandes conquêtes que, lors de son épanouissement, il a don-

nées à l'humanité. Le système capitaliste de production ayant fait son temps, la bourgeoisie ayant cessé depuis longtemps d'être la classe qui dirige la production et étant devenue désormais la classe qui détruit l'économie mondiale, la tâche essentielle des communistes est : d'un côté, de saper les bases du système actuel et de rendre impossible tout essai de rafistolage économique dans les cadres de la société actuelle ; d'un autre côté, de faire comprendre aux masses ouvrières leur devoir historique et les rendre capables de le remplir.

Autrement dit, par des combats continuels dans lesquels ils entraîneront les larges masses ouvrières, ils doivent faire l'éducation révolutionnaire de ces masses et les rendre ainsi mûres pour la prise du pouvoir. C'est pour atteindre ce double but que les partis communistes doivent lancer à l'heure actuelle le mot d'ordre de la lutte pour « les objectifs immédiats » et devenir le champion des revendications quotidiennes de la classe ouvrière.

D'autre part, s'il est vrai que la situation objective est mûre pour la révolution sociale, il faut bien se rendre compte que les larges masses ne le comprennent pas encore. La classe ouvrière ne suivrait pas son avant-garde révolutionnaire si celle-ci la conviait à une lutte immédiate pour la prise du pouvoir, mais elle la suivra lorsqu'il s'agira d'une question vitale qui lui semblera de réalisation plus facile et dont elle sentira la nécessité d'une façon plus pressante.

Et c'est là que nous voyons l'énorme danger des théories de notre camarade Treint et de ses amis. En effet, si l'obtention d'une réforme à l'heure actuelle — étant donné la faiblesse du régime capitaliste — équivaut à la révolution, Treint et ses partisans, pour être conséquents, devraient conseiller aux communistes de concentrer toute leur activité sur la lutte pour une réforme, de rétrécir leur action autour d'un point précis.

Ceux-ci devraient user de tous les moyens possibles pour atteindre leur but. Si les méthodes réformistes et parlementaires rendent mieux que les méthodes révolutionnaires, les communistes pourraient les employer ; si l'aile radicale de la bourgeoisie voulait les aider dans la lutte pour une réforme donnée, eh bien, il faudrait faire bloc avec elle.

Nous estimons que l'analyse faite par Treint et ses amis de la situation actuelle n'est pas exacte. Nous estimons que malgré tout, le système capitaliste est encore assez souple pour que la bourgeoisie puisse retirer d'une main ce qu'elle donnera de l'autre à la classe ouvrière ; c'est pour cette raison que l'obtention d'une réforme ne peut pas déclencher la révolution.

Mais, ce qui est bien plus grave que la fausse analyse elle-même, ce sont les conclusions pratiques qu'on en pourrait tirer pour l'action. Si nous réglions notre tactique sur les conceptions théoriques de Treint et de ses amis, nous tomberions fatalement dans le réformisme.

Mais de la lutte pour les objectifs immédiats, nous avons, nous, *une tout autre conception*.

Pour nous, ces luttes sont des escarmouches avant le grand combat, escarmouches qui doivent entraîner, aguerrir et éduquer la classe ouvrière. Mais nos efforts au cours de la lutte doivent tendre toujours à l'élargir et à lui faire dépasser le but primitivement posé. Nous devons démasquer l'inefficacité des réformes et essayer toujours de transformer la lutte née de quelques revendications partielles en lutte contre l'Etat capitaliste.

Il est compréhensible que, dans ces conditions,

nous répudions toute méthode de lutte pour des objectifs immédiats qui ne tendraient pas à l'action révolutionnaire des masses.

Nous répudions, par conséquent, l'alliance avec toute organisation voulant mener la lutte avec d'autres méthodes que les nôtres.

C'est la raison essentielle pour laquelle nous nous sommes opposés au front unique avec les organisations réformistes.

Quant aux camarades adversaires de toute action partielle, je trouve que leur mentalité se rapproche singulièrement d'un bakouninisme condamné jadis par la 1<sup>re</sup> Internationale.

En fait, ne pas lutter pour les revendications quotidiennes sous le prétexte d'intransigeance révolutionnaire, ne pas vivre la vie des masses, c'est se condamner à une propagande purement verbale et par cela même stérile. Quant à nous, forts de l'expérience tout entière du mouvement prolétarien révolutionnaire, nous sommes convaincus que la meilleure forme de propagande C'EST L'ACTION.

J. DURET.



## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à  
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Vient de paraître :

ANDRE MORIZET

**Chez Lénine  
et Trotsky**

(Moscou 1921)

Préface de Léon TROTSKY

Nombreux documents photographiques

Franco..... 7 75

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
142, rue Montmartre, Paris.

# Le Parti Communiste Français

## jugé par TROTSKY

*Nous annonçons la semaine dernière que deux nouveaux ouvrages de Trotsky venaient d'enrichir la Bibliothèque Communiste, et nos lecteurs ont trouvé dans notre dernier numéro un long fragment détaché à leur intention de l'un de celui de ces deux ouvrages où, sous le titre de Eviter l'Impérialisme et la Révolution, notre camarade étudie les questions fondamentales de la révolution à la lumière de l'expérience géorgienne.*

*Les deux chapitres que nous publions aujourd'hui sont détachés de l'autre ouvrage de Trotsky : Nouvelle Etape. Ils exposent l'opinion que s'était formée Trotsky après le III<sup>e</sup> Congrès de l'Inter-*

*nationale, de notre Parti communiste français, et en particulier, de la question si rudement controversée des rapports du communisme et du syndicalisme, du parti politique ouvrier et des syndicats ouvriers.*

*Nouvelle Etape contient deux discours prononcés par Trotsky devant des assemblées communistes russes, l'un avant le troisième congrès, l'autre après. Les deux fragments publiés ici sont détachés du second discours, dans lequel Trotsky s'est efforcé de caractériser l'enseignement des débats du III<sup>e</sup> Congrès considérés comme une « école de stratégie révolutionnaire ».*

### Causes de force et de faiblesse du Parti Communiste Français

Nos débats sur la politique du Parti Communiste français ont été moins orageux que ceux que nous avons eus au sujet de la politique allemande, du moins au Congrès lui-même ; mais, dans les séances du Comité Exécutif, une discussion assez violente eut lieu une fois, lors de l'étude des problèmes du mouvement ouvrier français.

Le Parti Communiste français fut créé sans secousses intérieures et extérieures comme celles qui ont accompagné la fondation du Parti allemand. C'est pour cette raison que les tendances centristes et les vieilles méthodes du socialisme parlementaire sont, sans doute, encore si enracinées dans le Parti français. Le prolétariat français n'a pas eu à mener, dans son passé le plus récent, une lutte révolutionnaire qui eût ranimé ses vieilles traditions révolutionnaires. La bourgeoisie française est sortie victorieuse de la guerre, ce qui lui a permis jusqu'à ces derniers temps, aux dépens de l'Allemagne qu'elle pillait, de faire de temps en temps quelques libéralités aux fractions privilégiées de la classe ouvrière. C'est à peine si une lutte révolutionnaire de classe commence en France. Avant de se lancer dans une bataille sérieuse, le Parti Communiste français a la possibilité d'étudier et d'utiliser l'expérience révolutionnaire de la Russie et de l'Allemagne. Il suffit de rappeler que la guerre civile a battu son plein en Allemagne lorsque les communistes étaient représentés à peine par une poignée de spartakistes, alors qu'aucune lutte révolutionnaire ouverte n'ayant encore eu lieu après la guerre en France, le Parti Communiste a déjà réuni dans ses rangs 120.000 adhérents. Si nous faisons entrer dans la ligne de compte, en France, les syndicalistes révolutionnaires qui ne « reconnaissent » pas le Parti tout en soutenant la lutte pour la dictature du prolétariat, si nous nous rappelons que l'organisation du prolétariat n'a jamais été, en France, aussi forte qu'en Allemagne, il sera clair que ces cent vingt mille communistes organisés valent pour la France non pas moins, mais peut-être plus que quatre cent mille pour l'Allemagne. Cela nous semble d'autant plus vrai que nous voyons en Allemagne, à droite de ces quatre cent mille, les partis des

Indépendants et des Social-Démocrates qui comptent ensemble beaucoup plus de membres et de partisans que n'en ont les communistes, tandis qu'en France il n'existe à droite des communistes qu'un groupe insignifiant de dissidents, partisans de Longuet et de Renaudel. Dans le mouvement syndical français, le rapport numérique des forces est en général, sans aucun doute, plus favorable à l'aile gauche. Par contre, le rapport général des puissances de classe en Allemagne est certainement favorable à une révolution victorieuse. En d'autres termes, la bourgeoisie en France s'appuie encore, dans une grande mesure, sur sa propre organisation : sur l'armée, sur la police, etc., en Allemagne, elle s'appuie principalement sur la social-démocratie et sur la bureaucratie syndicale. Le Parti Communiste français a toute possibilité de prendre en mains, totalement et sans partage, la direction du mouvement ouvrier, avant que les événements décisifs ne soient arrivés.

Mais il est nécessaire à cette fin, que le communisme français se débarrasse définitivement de vieilles habitudes politiques et des imprécisions, beaucoup plus répandues en France que partout ailleurs. Le parti français a besoin d'une attitude plus décidée en face des événements, d'une propagande plus énergique et plus intransigeante dans le ton et dans son caractère, d'une attitude plus sévère envers toutes les manifestations de l'idéologie démocratique et parlementaire, de l'individualisme intellectuel, de l'arrivisme d'avocats. En critiquant la politique du parti français, au sein du Comité Exécutif de l'I. C., on a dit que le parti avait commis de telles et telles erreurs, que les députés communistes parfois « causaient » trop dans le parlement avec leurs adversaires bourgeois, au lieu de s'adresser par-dessus leur tête aux masses ; que la presse du parti devait parler une langue plus claire, plus rude au point de vue révolutionnaire, afin que les ouvriers français les plus opprimés et les plus abattus, y entendissent un écho de leurs souffrances de leurs revendications et de leurs espérances. Pendant ces débats, un jeune camarade français (1) monta à la tribune et, dans un discours passionné, approuvé par une partie de l'assemblée, critiqua la politique du parti à un tout autre point de vue. — « Lorsque le

(1) Maurice Laporte.

gouvernement français, dit ce représentant des Jeunesses, a eu l'intention d'enlever aux Allemands le bassin de la Ruhr, au début de cette année, et a mobilisé la classe 19, le Parti n'a pas appelé les mobilisés à la résistance et a prouvé ainsi sa faiblesse. — A quel genre de résistance? avons-nous demandé. — « Le parti n'a pas appelé la classe 19 à ne pas se soumettre à l'ordre de mobilisation ». — Que comprenez-vous par cette insoumission? avons-nous encore demandé. Ne pas se soumettre, cela veut-il dire ne pas se présenter volontairement à la caserne et attendre qu'un gendarme ou un policier vienne vous chercher? ou bien cela veut-il dire une résistance active, les armes à la main, contre le gendarme et le policier?

Ce jeune camarade, qui avait fait sur nous tous une impression excellente, s'écria aussitôt: « Certainement, il faut aller jusqu'au bout, résister les armes à la main... C'est alors que nous avons vu à quel point les idées sur la tactique révolutionnaire de certains camarades étaient confuses et obscures. Nous nous mêmes alors à discuter avec notre jeune contradicteur: Vous avez maintenant en France, sous le drapeau tricolore de l'armée impérialiste, plusieurs classes. Votre gouvernement trouve nécessaire d'en appeler encore une, les jeunes gens de 19 ans. Cette classe compte dans le pays 200.000 hommes environ, dont, admettons 3 ou 5.000 communistes. Ils sont dispersés un peu partout: soit dans les campagnes, soit dans les villes. Admettons pour un instant que le Parti les appelle en effet à résister, les armes à la main. J'ignore combien d'agents de la bourgeoisie seront tués à cette occasion; par contre, il n'est pas douteux que tous les communistes de la classe 19 seront tirés de la masse des recrues et anéantis. Pourquoi n'appellez-vous pas alors les autres classes, qui se trouvent déjà sous les drapeaux, à organiser une révolte? Elles sont pourtant réunies dans les rangs de l'armée et possèdent les fusils? Parce que vous comprenez évidemment que l'armée ne tirera pas sur les contre-révolutionnaires aussi longtemps que la classe ouvrière, dans sa majorité, ne sera pas prête en fait à lutter pour le pouvoir, autrement dit, aussi longtemps que la révolution prolétarienne n'aura pas éclaté. Comment alors pouvez-vous demander que la révolution soit faite, non pas par la classe ouvrière dans son ensemble, mais seulement par la classe 19? Si le Parti Communiste, admettons-le pour un instant, avait donné un tel ordre, cela équivaldrait à faire un beau cadeau à Millerand, à Briand, à Barthou, à tous ces candidats au rôle d'étrangleurs de l'insurrection prolétarienne. Car il est tout à fait évident que la partie la plus ardente de la jeunesse ayant été anéantie, la partie plus arriérée de la classe ouvrière serait terrorisée, le Parti serait isolé et son influence détruite pour des mois, sinon pour des années. Par de telles méthodes, c'est-à-dire en appliquant avec trop d'impatience les formes les plus aiguës de la lutte révolutionnaire, dans les conditions qui ne sont pas encore mûres pour une rencontre décisive, on ne peut atteindre que des résultats négatifs et aboutir qu'à un avortement plutôt qu'à un accouchement révolutionnaire.

La tentative de grève générale du mois de mai 1920 présente l'exemple classique d'un appel à une action de masse, appel qui n'a pas du tout été préparé. Comme l'on sait, l'idée de cette grève a été « soutenue », d'une façon traîtresse, par les syndicalistes réformistes. Leur but était de ne pas laisser échapper le mouvement de leurs mains et de lui tordre d'autant plus facilement le

cou, à la première occasion. Ils ont pleinement réussi. Mais, en agissant en traîtres, ces hommes ne sont restés que fidèles à leur propre nature. On n'en pouvait attendre rien d'autre. Cependant, de l'autre côté, les syndicalistes révolutionnaires et les communistes n'ont nullement préparé le mouvement. L'initiative en a été donnée par le syndicat des cheminots dont s'étaient emparés, pour la première fois, des éléments de gauche, Monmousseau à leur tête. Avant d'avoir eu le temps de se renforcer un peu et de s'assurer les positions nécessaires, avant de s'être orientés, comme il fallait, dans la situation, ils se sont empressés d'appeler les masses à une action décisive, avec des mots d'ordre imprécis et confus, « soutenus » traîtreusement par la droite. Sous tous les rapports, ce fut une attaque non préparée. Les résultats sont connus: une minorité peu importante seule est entrée en mouvement, les collaborationnistes ont empêché le développement de la grève, la contre-révolution a exploité la faiblesse évidente des gauches et renforcé extraordinairement sa propre position.

Dans l'action, une pareille improvisation à la légère est inadmissible. Il faut apprécier avec beaucoup plus de sérieux la situation, il faut préparer le mouvement avec opiniâtreté, avec énergie, avec esprit de suite sous tous les rapports, afin de le mener ensuite, avec fermeté et décision, jusqu'au bout. Mais, à cette fin, il faut avoir un Parti Communiste, gardien fidèle de l'expérience prolétarienne dans tous les domaines de la lutte. Certes, la seule présence du Parti ne nous met pas encore à l'abri des erreurs, mais l'absence du Parti, l'absence de cette avant-garde directrice, rend les erreurs inévitables, en transformant toute la lutte en une série d'improvisations, d'expériences empiriques et d'aventures.

### Le Communisme et le Syndicalisme en France

Les rapports du Parti Communiste avec la classe ouvrière en France sont, comme je l'ai déjà dit, plus favorables qu'en Allemagne. Mais l'influence politique du Parti sur la classe ouvrière, qui a beaucoup augmenté grâce à un coup de barre à gauche, n'a pas encore, en France, une forme assez définie, surtout au point de vue de l'organisation. Cela apparaît surtout clairement en ce qui concerne la question syndicale.

En France, les syndicats représentent, dans une mesure beaucoup moindre qu'en Allemagne et dans les pays anglo-saxons, une organisation qui devrait embrasser des millions d'ouvriers. Mais, en France aussi, le nombre des ouvriers syndiqués a augmenté énormément au cours de ces dernières années. Les relations entre le Parti et la classe ouvrière trouvent avant tout leur expression dans l'attitude du Parti envers les syndicats. Déjà, cette simple façon de poser la question nous montre à quel point est injuste, anti-révolutionnaire et dangereuse, la théorie de la soi-disant *neutralité*, de la pleine « *indépendance* » des syndicats envers le Parti, etc. Si les syndicats sont, par leur tendance même, une organisation de la classe ouvrière dans son ensemble, comment cette classe ouvrière peut-elle garder une neutralité par rapport au Parti ou bien en être « *indépendante* »? Mais cela équivaldrait à une neutralité, c'est-à-dire à une pleine indifférence, envers la révolution elle-même! Et pourtant, en ce qui concerne ce problème fondamental, le mouvement ouvrier français manque de la clarté nécessaire, et la même clarté fait défaut au Parti lui-même.

La théorie de la division du travail, pleine et

absolue, entre le Parti et les syndicats et de leur indépendance mutuelle est, sous cette forme extrême, par excellence, le produit de l'évolution politique française. Le plus pur opportunisme est à la base de cette théorie. Aussi longtemps qu'une aristocratie ouvrière, organisée dans les syndicats, conclut des accords collectifs, et que le Parti socialiste défend des réformes au Parlement, une division de travail et une neutralité mutuelle sont encore plus ou moins possible. Mais aussitôt que la vraie masse prolétarienne entre dans la lutte et que le mouvement commence à prendre un caractère vraiment révolutionnaire, le principe de neutralité dégénère en une scolastique réactionnaire. La classe ouvrière ne peut vaincre que si elle a à sa tête une organisation qui représente son expérience historique vivante, généralisée au point de vue de la théorie, et qui dirige pratiquement toute la lutte. Grâce à la signification même de sa tâche historique, le Parti ne peut renfermer dans ses rangs que la minorité la plus consciente et la plus active de la classe ouvrière : par contre, les syndicats cherchent à organiser la classe ouvrière dans son ensemble. Celui qui admet que le prolétariat a besoin d'une direction politique de son avant-garde organisée en Parti Communiste, admet par cela même que le Parti doit devenir une force dirigeante à l'intérieur des syndicats, c'est-à-dire au sein des organisations de masse de la classe ouvrière. Et, cependant, il existe dans le Parti français des camarades qui n'ont pas appris cette vérité élémentaire et qui, tel Verdier, par exemple, luttent avec intransigeance pour prémunir les syndicats contre toute influence du Parti. Il est clair que de tels camarades ne sont entrés dans le Parti que par un malentendu, un communiste qui nie les problèmes et les devoirs du Parti Communiste par rapport aux syndicats n'étant pas communiste.

*Il va sans dire que cela ne signifie nullement une subordination des syndicats au Parti, soit extérieure, soit au point de vue de l'organisation. Au point de vue de l'organisation, les syndicats sont indépendants. Le Parti jouit, à l'intérieur des syndicats, de l'influence qu'il a conquise par son travail, par son action spirituelle, par son autorité. Mais, par cela même, nous affirmons que le Parti a le devoir d'augmenter autant que possible son influence à l'intérieur des syndicats, de se poser toutes les questions inhérentes au mouvement syndical, d'y donner des réponses claires et de faire prévaloir son point de vue par l'intermédiaire des communistes qui travaillent dans les syndicats, sans porter la moindre atteinte à leur autonomie au point de vue de leur organisation.*

Vous n'ignorez pas que la tendance connue sous le nom de *syndicalisme révolutionnaire* exerçait une influence considérable à l'intérieur des syndicats. Le syndicalisme révolutionnaire, tout en ne reconnaissant pas le Parti, n'était au fond lui-même qu'un parti anti-parlementaire de la classe ouvrière. La fraction syndicaliste menait toujours une lutte énergique pour son influence sur les syndicats et ne reconnaissait jamais la neutralité ou l'indépendance de ces derniers, en ce qui concerne la théorie et la pratique de la fraction syndicaliste. Si nous faisons abstraction des erreurs théoriques et des tendances extrémistes du syndicalisme français et ne considérons que son essence révolutionnaire, il n'est pas douteux que cette essence n'ait trouvé son plein développement justement dans le communisme.

Le noyau du syndicalisme révolutionnaire en France a été constitué par les hommes groupés au-

tour de la *Vie Ouvrière*. J'ai eu d'intimes contacts avec ce groupe pendant la guerre. Monatte et Rosmer en constituaient le centre ; à leur droite se plaçaient Merrheim et Dumoulin. Les deux derniers sont devenus ensuite des renégats. Rosmer a passé, à la suite d'une évolution naturelle, du syndicalisme révolutionnaire au communisme. Monatte garde jusqu'à présent une position peu définie et, après le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale et celui des syndicats rouges, il a fait un pas qui m'inspire de sérieuses inquiétudes. Avec Monmousseau, secrétaire du syndicat des cheminots, Monatte a publié une protestation contre la résolution de l'Internationale Communiste sur le mouvement syndical et a refusé d'adhérer à l'Internationale Rouge des syndicats. Il faut dire que le texte même de la protestation de Monatte et de Monmousseau présente le meilleur argument contre leur position indéfinie ; Monatte y déclare qu'il quitte l'Internationale syndicale d'Amsterdam à cause de son union étroite avec la 2<sup>e</sup> Internationale. C'est très juste. Mais le fait même que la majorité écrasante des syndicats soit liée ou avec la 2<sup>e</sup>, ou avec la 3<sup>e</sup> Internationale, nous prouve parfaitement qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister de syndicat neutre et apolitique en général et surtout pendant une époque révolutionnaire. Celui qui quitte Amsterdam sans adhérer en même temps à Moscou, risque de créer une Internationale syndicale 2 1/2.

Je compte fermement que ce triste malentendu sera dissipé, et que Monatte prendra sa place là où le porte tout son passé : dans le Parti Communiste français et dans l'Internationale de Moscou.

Elle est tout à fait compréhensible et juste, cette attitude prudente et adoucie que garde le Parti Communiste français à l'égard des syndicalistes révolutionnaires, en cherchant un rapprochement avec eux. Mais, par contre, nous ne comprenons nullement cette indulgence avec laquelle le Parti tolère une opposition à la politique de l'Internationale Communiste de la part de ses propres membres, tels que Verdier, Monatte représente la tradition du syndicalisme révolutionnaire Verdier ne représente que la confusion.

Cependant, plus haut que ces questions de groupements et de personnalités, se place le problème de l'influence dirigeante du Parti sur les syndicats. Sans porter la moindre atteinte à leur autonomie, qui est déterminée entièrement par la nécessité d'un travail pratique courant, le Parti doit toutefois en finir, dans ce domaine des plus importants, avec les discussions et les hésitations et prouver en fait à la classe ouvrière française qu'elle possède enfin un parti révolutionnaire qui dirige la lutte de classe dans tous les domaines. Sous ce rapport, les résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès, quels que soient les troubles et les conflits temporaires qu'elles pourront provoquer au cours des mois prochains, auront une influence immense et au plus haut degré féconde sur toute la marche ultérieure du mouvement ouvrier français. C'est seulement sur la base de ces résolutions que seront établies les relations régulières entre le Parti et la classe ouvrière sans lesquelles aucune révolution victorieuse du prolétariat n'est possible.

Léon TROTSKY.

**SECOURONS NOS  
FRERES DE RUSSIE**

# L'offensive Patronale contre les salaires

Le prolétariat belge est, à son tour, entraîné sur le front de la bataille que le capitalisme impose aux travailleurs de tous les pays et, comme ailleurs, c'est le patronat de la grande industrie qui prend l'offensive.

Depuis toujours, le patronat belge fut un patronat de combat. Karl Marx signalait déjà la Belgique comme le paradis des capitalistes et chacun sait, qu'avant la guerre, c'était le pays des bas salaires et des longues journées de travail.

Après la période de gros bénéfices qui suivit immédiatement la guerre mondiale, période au cours de laquelle les revendications ouvrières ne rencontraient pas, de la part des patrons, une hostilité irréductible — ils avaient trop besoin de main-d'œuvre — voici venir la période des vaches maigres.

La crise industrielle s'est fait fortement sentir ici, et l'année 1921 a été marquée par un chômage particulièrement intense. A un certain moment, l'armée des sans-travail atteignit presque 200.000 hommes et femmes ! Il faut tenir compte de ce que la population belge est, en chiffres ronds, de 7 millions, et l'on estime à un million le nombre des travailleurs industriels (hommes, femmes et jeunes gens des deux sexes).

Profitant de cette crise, le patronat belge décida d'entamer une vive action en vue de la réduction des salaires.

## L'ultimatum du Comité Central Industriel

La Commission Générale des Syndicats patronaux (Comité Central Industriel) qui groupe toutes les associations et chambres de commerce patronales du pays, votait à l'unanimité, en mars, une résolution décidant d'appliquer une réduction de 10 % des salaires dans l'industrie minière et une réduction de 20 % dans l'industrie métallurgique et les usines à zinc du bassin de Liège.

Le Comité Central Industriel se basait sur le fait que la concurrence des autres pays industriels de l'Europe ne lui permettait plus d'assurer son exportation. Il entendait imposer, d'une part, une réduction sérieuse des salaires et, d'autre part, apporter à la loi de huit heures, votée en 1921, des dérogations nouvelles qui eussent signifié sa disparition dans la pratique.

Il faut constater, tout d'abord, que l'offensive patronale, si elle se déclenche aujourd'hui avec une violence ouverte, n'en existait pas moins déjà l'année dernière. En février 1921, le ministre social-démocrate de l'Industrie et du Travail, Wauters, faisait, au nom du gouvernement, une déclaration au sujet de la crise, dont nous détachons cette phrase qui en montre l'esprit :

« D'une façon générale », il importerait de *provoquer ou d'accélérer la baisse* des éléments de la production : matières premières, charbon, *main-d'œuvre* ».

Le mensonge évident des affirmations patronales éclate dans une étude publiée par le journal bourgeois au plus fort tirage, le *Soir*, qui, en date du 18 mars, disait :

« Nous avons voulu nous faire une idée exacte de la situation de l'industrie belge en face de ses concurrents et spécialement en face de l'industrie allemande — une idée presque mathématique, non de ses chances de succès mais de ses succès réels.

Nous avons fait le relevé de toutes les adjudications dont nous avons pu nous procurer, à des sources officielles, les résultats authentiques.

« Pour le début de l'année 1922, nous relevons les adjudications suivantes enlevées par les usines belges ; nous donnons les prix allemands en pour cent, les prix belges étant supposés cent :

Prix allemands	
Hollande, 21.000 tonnes de rails.....	101
Brésil, 1.250 tonnes de rails.....	101
Brésil, matériel de chemin de fer....	105
Bulgarie, 5.800 tonnes de rails.....	114
Bulgarie, 1.600 bandages de roues....	131
Bulgarie, 101 tonnes de crapauds....	110
Bulgarie, tuyaux galvanisés.....	125
Bulgarie, 50.000 traverses métalliques	116
Bulgarie, 5.000 kilos de tôles de zinc.	134

Pour l'année 1921, les mêmes relevés officiels visant 49 adjudications dans les pays les plus divers (Argentine, Maroc, Brésil, Chili, Danemark, Roumanie, Finlande, Espagne, Bulgarie, Afrique du Sud) permettaient de constater que les usines belges avaient enlevé 37 adjudications, soit 75,5 %. L'industrie allemande participait à trente de ces adjudications et en enlevait huit, les 22 autres étant enlevées par l'industrie belge, soit une proportion de 73 %.

## La variation des salaires

Au lendemain de l'armistice, les dirigeants syndicaux réformistes, appuyant l'action des ministres et sous-ministres « socialistes », avaient engagé la classe ouvrière dans des accords avec le patronat, faisant varier les salaires des travailleurs d'après les variations de l'*index-number*. Les communistes ne cessèrent pas un instant de dénoncer ces accords qui imposaient aux ouvriers d'accepter comme maximum de salaire, des ressources basées sur le salaire d'avant-guerre augmenté d'un pourcentage variable suivant la hausse ou la baisse du coût de la vie.

L'*index-number*, que les réformistes affirmaient être une solide garantie contre l'exploitation capitaliste, ne fut, en réalité, qu'un système permettant au patronat de résister aux augmentations de salaires revendiquées par les travailleurs en lutte pour une meilleure existence.

Aujourd'hui, les patrons déclarent ne plus même vouloir de cette fixation variable des salaires, ceci devant dépendre exclusivement du marché du travail et des rapports de force entre capitalistes et travailleurs.

Du coup, toute la politique des dirigeants réformistes est mise en question. En pleine lumière, les patrons développent leur attaque, jettent au rancart les conventions qui leur étaient utiles dans le passé pour limiter les revendications prolétariennes et affirment vouloir imposer la loi du plus fort.

Aux éléments des soutiens de la politique de « nouvelle démocratie », le patronat répond par le coup de poing sur la face du prolétariat.

Nous verrons, par la suite, sous quelles formes et par quels moyens, les capitalistes belges mènent leur offensive et comment les dirigeants syndicaux réformistes, abandonnant les intérêts prolétariens, livrent les travailleurs, sans défense, à une aggravation de l'exploitation bourgeoise.

J. JACQUEMOTTE.

# La Terreur Blanche en Yougo-Slavie

A Belgrade on a inventé les livrets de police pour les ouvriers, où mention est faite de leurs opinions politiques. Si dans le délai de trois jours l'ouvrier ne trouve pas de travail, il est expulsé de la ville ou emprisonné. Il va de soi que le patron n'osera jamais employer un ouvrier qui « n'a pas une bonne conduite » !

Quant aux soulèvements des paysans, qui sont fréquents, les méthodes inaugurées pour les réprimer sont aussi barbares que celles contre le prolétariat. Notamment les soulèvements de septembre dernier, en Macédoine et en Herzégovine, furent sanglants. C'est l'armée régulière, aidée de la gendarmerie, qui fut envoyée pour exterminer les paysans révoltés. Nul ne s'étonnera que les paysans, devant la misère et les vexations continuelles qu'ils subissent, deviennent des « insoumis » et fument dans les montagnes, d'où ils mènent une guerre de guerillas.

Pour illustrer la manière d'agir de la police yougo-slave, il suffit de rappeler la mort de *Velikovitch*, arrêté à Salonique. Pris pour Mladen Markovitch, mêlé à l'attentat sur le régent, Velikovitch fut emprisonné par la police grecque et extradé à Belgrade. Là on s'aperçut qu'on s'était trompé et on relâcha l'innocent, qui mourut le lendemain.

On se rappelle aussi, sans doute, le cri d'indignation que poussa le journaliste *Milau Matievitch*, du parti démocrate (parli gouvernemental), après huit jours d'emprisonnement — sur une dénonciation quelconque — dans la geôle de Belgrade. Dans l'étroite chambre où il avait passé quelques jours, il avait été le témoin des scènes tragiques et des tortures qu'on faisait subir aux militants. Serres comme des sardines, sans pain et sans eau, les détenus étouffaient par une chaleur accablante. On tortura si atrocement *Kolatchek*, fonctionnaire du parti à Novi-Sad, qu'il dut garder le lit trois jours. L'ingénieur allemand *Walter Nicolaus Kiroff*, de Regensbourg, reçu 50 coups de bâton. La haine des bourreaux n'épargne rien : ni les vieillards infirmes, ni les femmes enceintes, ni les enfants innocents. Les humiliations et les supplices que subissent stoïquement les martyrs du prolétariat yougo-slave sont indescriptibles. Dans leur souci d'anéantir toute pensée communiste ou qu'ils croient être en rapports avec elle, les autorités poussent le ridicule jusqu'à confisquer et interdire la vente de *l'Histoire Contemporaine*, de M. Seignobos, un livre bien inoffensif pourtant !

A l'inquisition à l'intérieur, une politique de brinobos, un livre bien inoffensif pourtant !  
gandage correspond naturellement à l'extérieur. Les conflits alban-yougoslave, provoqués par ce dernier Etat, parce que le plus fort, sont continus. Mais encore plus graves sont les conflits italo-yougoslave pour la suprématie de l'Adriatique.

Malgré les 5 milliards de dinars de déficit pour le budget de 1921-1922 (en 1920, il y avait 330 dinars de dépenses par habitant, et en 1921 il y en a 350) la bourgeoisie yougo-slave hospitalise le baron Wrangel et ses soldats. Du reste les vociférations de son délégué Spalatkovitch à la réunion de la Société des Nations contre l'aide aux affamés de Russie, montrent à quel degré la bourgeoisie yougo-slave a la haine de la Russie soviétiste. Aussi n'est-elle pas restée inactive dans la formation de la Petite Entente.

Mais revenons à la Terreur blanche.

Les arrestations des ouvriers à Nogotiv, illustrent encore une fois la barbarie des bourreaux au pouvoir. Ne relevant rien à l'actif de ces ouvriers, les magistrats cassèrent le mandat d'arrêt. Avant de relâcher ses victimes, la police leur fit donner la bastonnade (60 coups) ; plusieurs en sont morts.

On se demandera, sans doute, le rôle que joue dans tout cela le parti social-démocrate de Yougo-Slavie ? Ce rôle est infâme. C'est aux dirigeants des syndicats social-démocrates jaunes qu'il faut s'adresser pour avoir la permission de former un syndicat. S'ils permettent l'ouverture, la police permet aussi ; sinon elle sévit impitoyablement.

Les échos des gémissements qui parviennent du fond des cachots, commencent à émouvoir l'opinion publique yougo-slave. Stoyan Protitch, entre autres, un ancien président du Conseil, est son interprète. Le quotidien *Balkan* a demandé « qu'on fusillât les policiers inquisiteurs ». Nous savons que ces interventions sont loin d'être désintéressées. Par exemple le journal radical officieux, que nous venons de nommer et qui quelques mois auparavant menait la plus basse campagne contre les communistes, n'a élevé sa protestation que pour faire remplacer le sinistre Pribitchévitch (de l'intérieur) démocrate, par un ministre radical.

Pour donner satisfaction à la colère grandissante de l'opinion publique et pour assassiner avec plus de tranquillité, le gouvernement affecte un certain respect de la légalité, en traduisant les accusés devant ses juges, ses créatures, ses laquais. Voyons maintenant ce que sont ces scandaleux procès de classe.

D'abord le procès d'Agram, où l'on jugea le menuisier Alia Aliagitch, meurtrier du ministre de la Police Drachkovitch, promoteur de l'« Obznana » et des persécutions contre les communistes de Yougo-Slavie. Aliagitch revendiqua hautement la responsabilité de son acte et termina son discours en criant : « Vive la Révolution sociale ! » Comme il fallait s'y attendre, les juges le condamnèrent à mort. Il a été pendu le 18 mars dernier. Des autres inculpés, trois furent condamnés à 15 et un à 20 ans de travaux forcés. C'est donc la mort certaine dans l'ombre des cachots. Et pendant qu'on mettait la corde autour du cou du jeune menuisier, le roi, qui a seul le droit de grâce, fêtait ses fiançailles avec une princesse roumaine...

Un autre procès, aussi révoltant et aussi scandaleux, fut celui de 355 mineurs de Touzla (Bosnie). Déjà la grève générale du 30 septembre avait été un mouvement de solidarité envers les mineurs grévistes militarisés. Les 355 mineurs arrêtés ont été traduits — après une détention préventive d'un an — devant le tribunal de Touzla, pour leur participation à la grève du 22 décembre 1920. Ce fut après une véritable bataille avec l'armée régulière, la gendarmerie et les gardes blanches, que la grève fut noyée dans le sang. Les familles des grévistes furent expulsées des logis en plein hiver. Le paysan *Korvalchévitch* fut assassiné par les blancs. De nombreux ouvriers malmenés succombèrent en prison ou dans les villages environnants de Touzla, où ils s'étaient réfugiés. Pendant le procès il fut établi que 44 d'entre eux souffraient encore de graves blessures des coups reçus. Le

mineur *Kerochévitch*, fut condamné à mort ; 16 autres ouvriers, à la prison.

Le principal procès, celui de *Belgrade*, qu'on attendait depuis 7 mois, s'est terminé le 24 février dernier, après un mois de débats. La réaction escomptait une brillante victoire sur le parti communiste qui eût justifié le Terreur blanche. Mais c'est le Parti Communiste qui a remporté la victoire morale ; il s'est érigé en accusateur d'un régime en décomposition. Des milliers et des milliers de personnes emprisonnées et torturées, 32 seulement étaient traduits devant le tribunal.

Pour juger de l'« honnêteté » professionnelle du juge d'instruction N. Vouitch, il nous suffira de lire sous les yeux du lecteur une de ses lettres datée de *Belgrade* du 9 septembre 1921, et adressée à la Préfecture de *Sarajévo*. N'ayant aucune preuve d'accusation en arrêtant le député communiste *Djoura Djakovitch*, le juge ordonnait tout simplement de confectionner du « matériel d'instruction ». Dans cette lettre il est dit textuellement : « La Préfecture de police de *Sarajévo* est priée de présenter contre le sus-nommé des matériaux d'instruction rendant possible la condamnation d'après l'article 87a » (jusqu'à 20 ans de travaux forcés). Il avait arrêté quelque temps auparavant le procès *Tricha Katsirovitch* et *Kosta Novakovitch*, députés communistes. Le premier est avocat, le second journaliste. Par leur arrestation le juge voulait priver les emprisonnés du concours de courageux défenseurs.

Pour donner une idée du traitement infligé aux détenus citons quelques-unes de leurs déclarations faites devant le tribunal.

Le camarade *Tchaki* (accusé de complicité dans l'attentat commis le 29 juin 1921 par *Steitch* sur l'ex-régent, à *Belgrade*) montrant aux juges les dents que lui avait cassées le sous-lieutenant *Djourovitch*, déclare, entre autres : « Lors de ma confrontation avec *Steitch*, je l'ai vu complètement défiguré par les tortures. Pendant trois jours je n'ai reçu ni pain, ni eau, j'ai été sans cesse battu. »

*Joseph Moiseche*, accusé aussi de complicité dans l'attentat, déclare avoir été frappé à la tête et s'être évanoui. Il a entendu les cris terribles d'une femme, frappée à coups de nerfs de bœuf. « J'ai vu un vieillard de 60 ans, boire son urine pour calmer sa soif », dit-il.

*Miodrag Manoïlovitch*, délégué des syndicats au Congrès de Moscou, a été assommé.

*Nathalie Choutitch* déclare qu'un inspecteur de la Sûreté a assommé la détenue *Juliette Lazarevitch* : « Le sang a été à maintes reprises essuyé sur le plancher de la chambre du sous-lieutenant. On a aussi battu un aveugle. »

L'ouvrier *Eugène Lazarevitch* a été frappé avec une poignée de clés sur la bouche ; ses lèvres ont été coupées. « J'ai vu les gendarmes frapper un vieillard de 62 ans, *Dmitri de Dikinda*, de telle façon qu'il est longtemps resté évanoui », dit-il dans sa déposition.

Nul ne s'étonnera ensuite que les cas de folie ou de suicides dans les prisons soient nombreux !

Pour condamner le Parti Communiste l'accusation se basait sur deux faits : les aveux de *Steitch* et une séance du 26 juin 1921 à *Novi-Sad*, où l'on aurait « décidé la révolution en *Yougo-Slavie* (!) ». Or, l'ouvrier peintre *Spassoté Steitch* déclara nettement qu'en attendant à la vie de l'ex-régent, il avait agi sans complices, et sans avoir reçu d'ordres de personne, mais en dirigeant son acte exclusivement contre les responsables du régime infligé à la classe ouvrière du pays.

Quant au second point de l'accusation, d'après

laquelle les camarades *Tchapitch*, *Kovatchévitch* et *Filipovitch*, tous députés communistes, détenus et maltraités depuis de longs mois, pour avoir assisté à la réunion de *Novi-Sad*, ils n'eurent pas de peine à démontrer, par un alibi formel, que c'était une monstrueuse mystification, une légende policière.

Mais dit l'accusation : « Les juges sont les représentants du régime vis-à-vis duquel les accusés sont coupables. Ils sont obligés de prononcer un verdict dans l'esprit du régime. »

*Spassoté Steitch* fut condamné à mort, *Laiouche Tchaki*, à 20 ans de travaux forcés, l'étudiant *Sava Nikolitch*, à 4 ans de réclusion. Les 10 membres du Comité Exécutif du Parti Communiste chacun à 2 ans de travaux forcés.

L. LAMBERT,

### VIENT DE PARAITRE

## Histoire du Parti Socialiste en France

Par PAUL LOUIS

Prix : 2 francs. — Franco : 2 fr. 45

Ce volume est le premier de la collection :

## Histoire des Doctrines Socialistes

(LES IDEES ET LES FAITS)

Cette collection, qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les 12 volumes de la première série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes, pour le prix réduit de 20 francs les 12 volumes.

### LISTE DES 12 VOLUMES A PARAITRE en 1922

1. Histoire du Parti Socialiste (Paul Louis).
2. Histoire des Syndicats (Ker).
3. Histoire des Trois Internationales (A. Dunois).
4. Babeuf (A. Mathiez).
5. Saint-Simon et les Saint-Simoniens (Labrousse).
6. Fourier et les Fourieristes (Labrousse).
7. Louis Blanc, Vidal, Fecqueur, Gabet (Paul Louis).
8. Proudhon (Pelletier).
9. Karl Marx (l'Economiste) (Rappoport).
10. — (l'Historien) (Rappoport).
11. — (l'Homme d'action) (A. Dunois).
12. Lassalle (Rappoport).

Adresser commandes et mandats au camarade *Henri Suchet*, Librairie de l'« Humanité », 142, rue Montmartre.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.